
LA CAPITALE NATIONALE EN CHIFFRES 2001

PROFIL SOCIOÉCONOMIQUE



LA CAPITALE NATIONALE EN CHIFFRES 2001

PROFIL SOCIOÉCONOMIQUE

Document préparé par la Mission économique
de la Commission de la capitale nationale du Québec

Responsable du projet

Hervé Bélanger, analyste-conseil, Commission de la capitale nationale du Québec

Recherche et rédaction

Hervé Bélanger, analyste-conseil, Commission de la capitale nationale du Québec
Philippe Plante, agent de recherche, Commission de la capitale nationale du Québec

Chargée de l'édition

Lucille Lord, Commission de la capitale nationale du Québec

Infographie

Pouliot Guay graphistes

ISBN 2-550-38336-2

Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2001

Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Canada, 2001

Dans la présente publication, le générique masculin est utilisé uniquement dans le but d'alléger le texte.

LA COLLECTION DOCUMENTS

La Commission de la capitale nationale du Québec a notamment pour mandats de conseiller le gouvernement sur l'expression de sa présence dans la capitale et de contribuer à une meilleure connaissance de Québec et de ses fonctions.

Dans sa collection DOCUMENTS, la Commission publie des recherches, des textes de réflexion sur le statut de la capitale, sur son passé et son devenir, sur les préoccupations qu'elle suscite et inspire.

Ces DOCUMENTS viennent soutenir l'action de la Commission et de tous ceux et celles qui s'intéressent à la capitale du Québec. Ils permettent de faire le point sur des questions importantes dans un cadre léger, économique et accessible.

Le président et directeur général,
Pierre Boucher

AVANT-PROPOS

La connaissance de la réalité socioéconomique d'une région et le partage de cette connaissance avec les partenaires concernés sont à la base des interventions de tout organisme qui souhaite un développement optimal de cette région. Pourtant, il n'existe pas de document de référence à la fois général, suffisamment exhaustif et récurrent pour l'ensemble des indicateurs économiques du marché du travail et des diverses branches de l'activité économique et institutionnelle pour l'agglomération de la capitale nationale du Québec. Désirant combler au moins partiellement cette lacune et faciliter l'accomplissement de sa mission de conseil auprès du gouvernement du Québec, la Commission de la capitale nationale du Québec publie le présent profil socioéconomique sous le titre *La capitale nationale en chiffres 2001*.

La Commission s'applique particulièrement, dans ce document, à recueillir des données qui mesurent l'effet de la présence des institutions de l'État dans la capitale, le contexte dans lequel elles évoluent et les conditions de leur développement. La contribution de la Commission n'est cependant pas celle d'un organisme de recherche; elle se limite à la mise en forme des données qui lui sont apparues nécessaires à une bonne connaissance de base du tissu socioéconomique et institutionnel de l'agglomération de la capitale.

La Commission tient à remercier les nombreux ministères et organismes gouvernementaux qui ont bien voulu collaborer à la présente étude, notamment en transmettant des séries statistiques, et espère que celle-ci pourra leur être utile.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION	11
FAITS SAILLANTS POUR DIFFÉRENTS INDICATEURS ET SECTEURS D'ACTIVITÉ	13
RAPPEL DE CERTAINES CARACTÉRISTIQUES	17
Le territoire	17
La population	17
La structure économique	19
APERÇU DE L'ÉCONOMIE AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE	21
Le marché du travail	21
Les secteurs d'activité	21
L'industrie de la construction et de l'immobilier	22
Les dépenses en immobilisations	23
Le tourisme	23
Le secteur culturel et patrimonial	24
Les infrastructures de transport	25
Le monde municipal	26
La nouvelle économie	26
L'industrie gouvernementale	27
Les grands travaux et infrastructures	29
PERSPECTIVES	31
COMPENDIUM STATISTIQUE	33
Présentation	35
Première partie Enquêtes annuelles et études récentes	37
Seconde partie Données des recensements de 1991 et 1996	61
ANNEXES	
Liste des figures	77
Liste des tableaux	79
Cartes	
Communauté métropolitaine de Québec	
Centre de la Communauté métropolitaine de Québec	
Colline Parlementaire	

PRÉSENTATION

Le présent profil socioéconomique est constitué d'un aperçu général des caractéristiques de l'agglomération de la capitale nationale, des faits qui ont marqué la dernière année dans les différents secteurs de l'activité socioéconomique et d'un compendium statistique de plus de 56 tableaux qui illustrent les principaux indicateurs socioéconomiques de l'agglomération et qui permettent notamment d'effectuer diverses comparaisons avec d'autres agglomérations.

C'est en quelque sorte un « tableau de bord » de l'agglomération de la capitale nationale. En plus des statistiques qui portent sur les caractéristiques de la population et l'évolution des indicateurs du marché du travail, on y trouve des données issues d'études récentes sur différents secteurs stratégiques du développement économique, tels la recherche et la haute technologie, l'industrie gouvernementale, les industries touristique et culturelle, le marché de l'immobilier et le secteur des transports.

FAITS SAILLANTS
POUR DIFFÉRENTS INDICATEURS
ET SECTEURS D'ACTIVITÉ

L'agglomération de la capitale nationale affiche, depuis quelques décennies, des indicateurs économiques relativement « meilleurs » que ceux de la moyenne québécoise. Cet écart a cependant eu tendance à s'amenuiser au cours des dernières années, malgré un regain marqué depuis 1998 qui s'est poursuivi dans les premiers trimestres de 2001. Ce phénomène est sans doute attribuable au fait que l'économie québécoise dans son ensemble et notamment montréalaise ont été particulièrement performantes récemment. Toutefois, la diversification économique de la capitale semble bien amorcée et le redémarrage de l'embauche dans l'administration publique jouera vraisemblablement son rôle de stabilisateur économique à l'aube d'un ralentissement économique dont l'ampleur n'est pas encore connue à ce jour.

RAPPEL DE CERTAINES CARACTÉRISTIQUES

LE TERRITOIRE

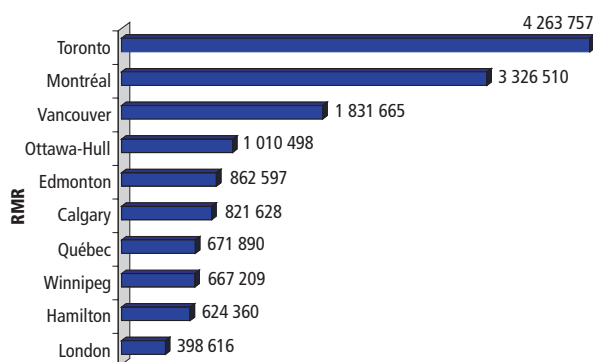
L'agglomération de la capitale nationale, qui correspond dans le présent document au territoire de la région métropolitaine de recensement de Québec (RMRQ)*, constitue la principale agglomération urbaine du centre et de l'est du Québec, et même du Canada, à l'est de Montréal (voir cartes).

LA POPULATION

La population de l'agglomération s'établissait, au recensement de 1996, à 672 000 habitants répartis dans 43 municipalités sur les deux rives du fleuve Saint-Laurent. Ce territoire correspond sensiblement à celui de la nouvelle Communauté métropolitaine de Québec (CMQ) qui prendra forme le 1^{er} janvier 2002 et qui regroupera 26 municipalités, soit la nouvelle ville de Québec (504 000 habitants), la nouvelle ville de Lévis (120 000 habitants) et les municipalités comprises

Figure 1

Population des dix plus importants centres urbains du Canada en 1996

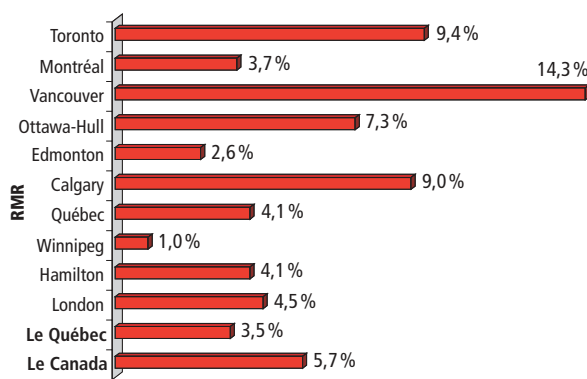


SOURCE : Statistique Canada, Recensement du Canada (données intégrales), 1996.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Figure 2

Variation de la population des dix plus importants centres urbains du Canada, de 1991 à 1996



SOURCE : Statistique Canada, Recensement du Canada (données intégrales), 1996.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

dans les municipalités régionales de comté (MRC) de la Jacques-Cartier, de la Côte-de-Beaupré et de l'Île-d'Orléans (54 000 habitants), pour un total de 678 000 habitants.

Entre les recensements de 1991 et de 1996, la population de la RMR de Québec est passée de 645 550 à 671 889 habitants. C'est une augmentation de 4,1 % au cours de la période, comparativement à 3,5 % pour le Québec.

Lors du dernier recensement, elle constituait la septième agglomération urbaine en importance au Canada. La part relative de la population est demeurée stable par rapport à l'ensemble du Québec. Celle-ci représentait 9,4 % de la population québécoise, en 1996. De 1991 à 1996, l'accroissement de la population de la RMR de Québec (4,1 %) a été légèrement supérieur à celui de la population de la RMR de Montréal

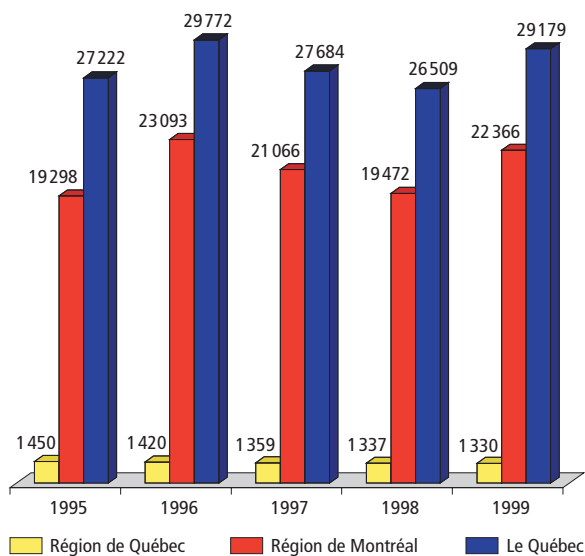
* Statistique Canada définit une région métropolitaine de recensement (RMR) comme une zone du marché du travail d'un noyau urbanisé (ou d'une zone bâtie en continu) comptant au moins 100 000 habitants. Une RMR comprend : 1. les municipalités incluses en totalité ou en partie dans le noyau urbanisé ; 2. d'autres municipalités si a) au moins 40 % de la population active occupée vivant dans la municipalité travaille dans le noyau urbanisé (transport quotidien vers le noyau urbanisé) ou b) au moins 25 % de la population active occupée travaillant dans la municipalité vit dans le noyau urbanisé (transport quotidien à partir du noyau urbanisé).

(3,7 %), mais au-dessous de la moyenne des dix plus importants centres urbains du Canada (6,0 %). La répartition de la population selon les groupes d'âge était la suivante : 17,5 % pour les moins de 15 ans, comparativement à 19,2 % pour le Québec, 11,6 % pour les 65 ans et plus contre 12,1 % pour le Québec, et 70,9 % pour les 15 à 65 ans en regard de 68,7 % pour l'ensemble du Québec.

La RMR de Québec comptait 17 390 immigrants en 1996, soit 2,6 % de la population. Ce taux se situe bien au-dessous de la proportion québécoise, laquelle s'établit à 9,3 %.

Figure 3

Immigration au Québec selon la région administrative projetée de destination, de 1995 à 1999



Données préliminaires pour 1998-1999.

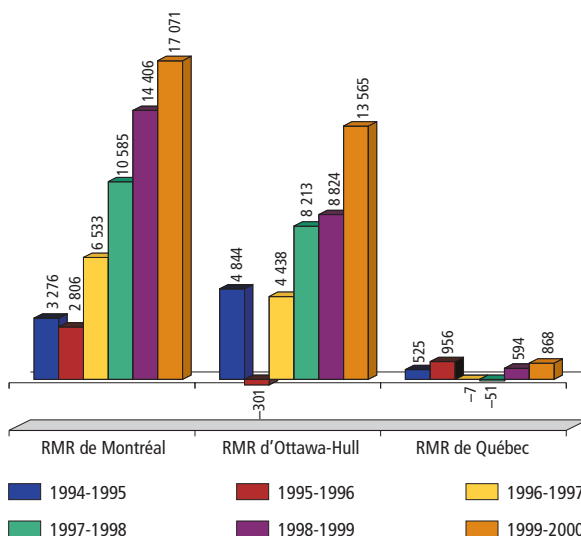
SOURCE : Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Direction de la planification stratégique, 2000.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

De plus, contrairement à plusieurs agglomérations canadiennes, on observe depuis quelques années une baisse du solde migratoire de la population de la RMR de Québec. Ce dernier est en effet passé de 3 404 personnes en 1994 à -51 en 1998. Par contre, les dernières données pour 2000 montrent une remontée à 868 personnes.

Figure 4

Évolution du solde migratoire*, de 1994-1995 à 1999-2000



* Le solde migratoire est le solde des entrées et des sorties de la RMR.

SOURCE : Statistique Canada, Canadian Socio-Economic Information Management System (CANSIM), 2001.

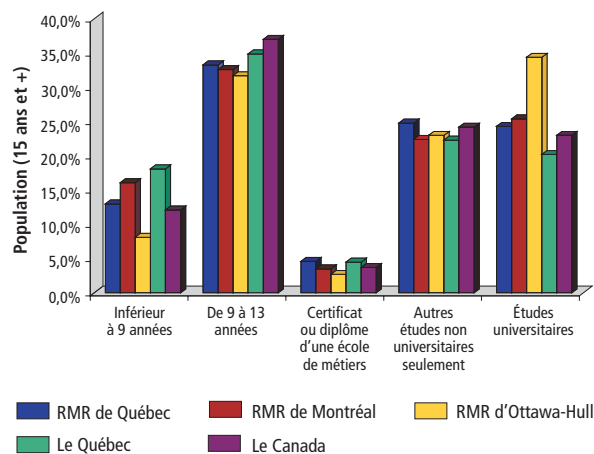
COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

L'amélioration du contexte économique et les nouvelles politiques mises de l'avant en matière d'immigration sont de nature à consolider l'évolution démographique et la diversité culturelle de l'agglomération de la capitale nationale.

Quant à la scolarité, le recensement de 1996 montrait que la population en âge de travailler, dans la RMR de Québec, affichait un niveau de scolarisation à la fois supérieur à celui de l'ensemble du Québec et comparable à celui de la RMR de Montréal. La proportion des personnes de 15 ans et plus ayant moins d'une 9^e année était de 13,0 % en 1996, contre 16,1 % dans la RMR de Montréal, et de 18,1 % pour le Québec. Celle des personnes ayant fait des études universitaires s'élevait à 24,3 %, en regard de 25,4 % dans la RMR de Montréal et de 20,2 % pour l'ensemble du Québec.

Figure 5

Population en âge de travailler selon le plus haut niveau de scolarité atteint en 1996

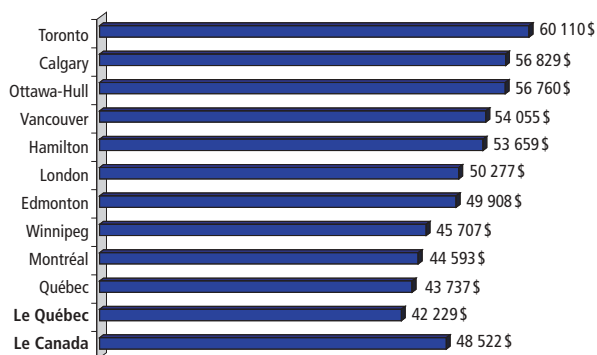


SOURCE : Statistique Canada, Recensement du Canada, 1996.
 COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Enfin, le revenu moyen des ménages se situait légèrement au-dessus de la moyenne québécoise dans la RMR de Québec en 1995. Il se chiffrait à 43 737 \$ annuellement, comparativement à 42 229 \$ au Québec. Il était en baisse de 7,1 % par rapport à 1990, comparativement à 7,4 % pour la province. Le revenu annuel moyen des ménages canadiens était, pour sa part, de 48 552 \$ en 1995, en baisse de 5,8 % par rapport à 1990.

Figure 6

Revenu moyen annuel des ménages dans les dix plus importants centres urbains du Canada en 1996



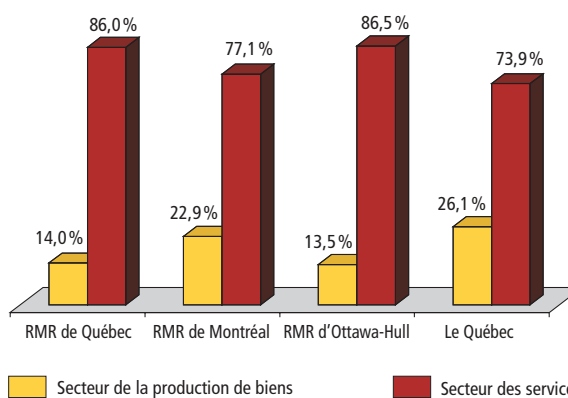
SOURCE : Statistique Canada, Recensement du Canada, 1996.
 COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

LA STRUCTURE ÉCONOMIQUE

Malgré l'amorce d'un processus de diversification économique, la structure de l'économie de l'agglomération demeure sensiblement la même, avec une sur-représentation du secteur des services (plus de 85 % des emplois, alors que pour l'ensemble du Québec cette proportion est de 73,9 %).

Figure 7

Structure de l'emploi dans les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull, ainsi qu'au Québec, en 2000

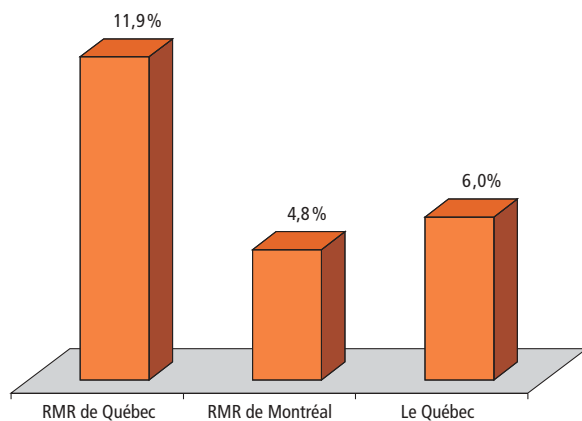


SOURCE : Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes annuelles; compilation spéciale Emploi-Québec, 2001.
 COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Dans ce secteur, l'administration publique représente 12 % des emplois de l'agglomération, comparativement à 6 % pour l'ensemble du Québec. La présence du siège des institutions de l'État dans la capitale contribue à expliquer cette situation (que l'on retrouve d'ailleurs dans les capitales, comme celle d'Ottawa-Hull, par exemple).

Figure 8

Part de l'emploi de l'administration publique dans les RMR de Québec et de Montréal, ainsi qu'au Québec, en 2000



SOURCE : Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes annuelles ; compilation spéciale Emploi-Québec, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Le secteur de la production des biens pour sa part ne regroupe que 15 % des emplois (contre près de 28,8 % pour l'ensemble du Québec).

APERÇU DE L'ÉCONOMIE AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE

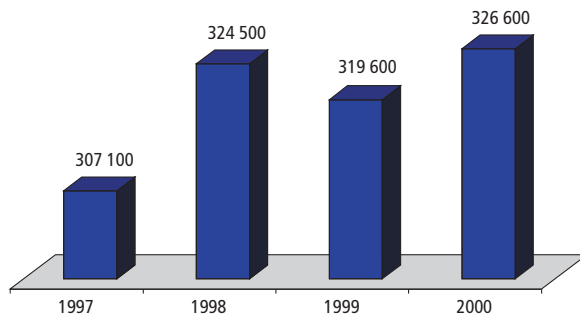
Le regain de vitalité économique observé dans l'agglomération de Québec depuis 1998 s'est maintenu en 2000 et 2001, s'inscrivant ainsi dans les bons rendements de la fin de la précédente décennie. Ces résultats s'alignent d'ailleurs sur ceux qui ont été observés pour l'ensemble du Québec.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Le marché du travail a connu une forte activité en 2001. Le niveau moyen de l'emploi est passé de 319 600 postes en 1999 à un record de 326 600 postes en 2000, soit une hausse de 2,2 %.

Figure 9

Variation du nombre d'emplois dans la RMR de Québec, de 1997 à 2000



SOURCE : Statistique Canada, Enquête sur la population active, Système de classification des industries d'Amérique du Nord (SCIAN), moyennes annuelles révisées ; compilation spéciale Emploi-Québec, 2001.

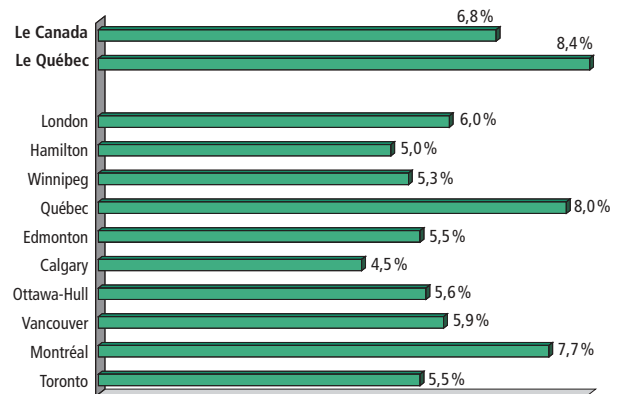
COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Le taux de chômage est passé de 8,4 % en 1999 à 8,0 % en 2000, le plus bas taux enregistré depuis 1990. Pendant la dernière décennie, le taux de chômage de l'agglomération de la capitale nationale s'est maintenu au-dessous de la moyenne québécoise même si l'écart s'est resserré au cours de la dernière année. En effet, le taux de chômage pour l'ensemble du Québec est passé de 9,3 % à 8,4 % durant ces mêmes années. Ce rendement de l'agglomération de la capitale nationale du Québec n'est cependant pas comparable à celui de certaines agglomérations

canadiennes qui, en 2000, affichaient des taux aussi bas que 7,7 % à Montréal, 5,6 % à Ottawa-Hull, 5,9 % à Vancouver et 5,5 % à Edmonton. Enfin, le taux de chômage au Canada a été cette année-là de 6,8 %.

Figure 10

Taux de chômage des dix plus grands centres urbains du Canada en 2000



Les données sont arrondies au millième.

SOURCE : Statistique Canada, CANSIM, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

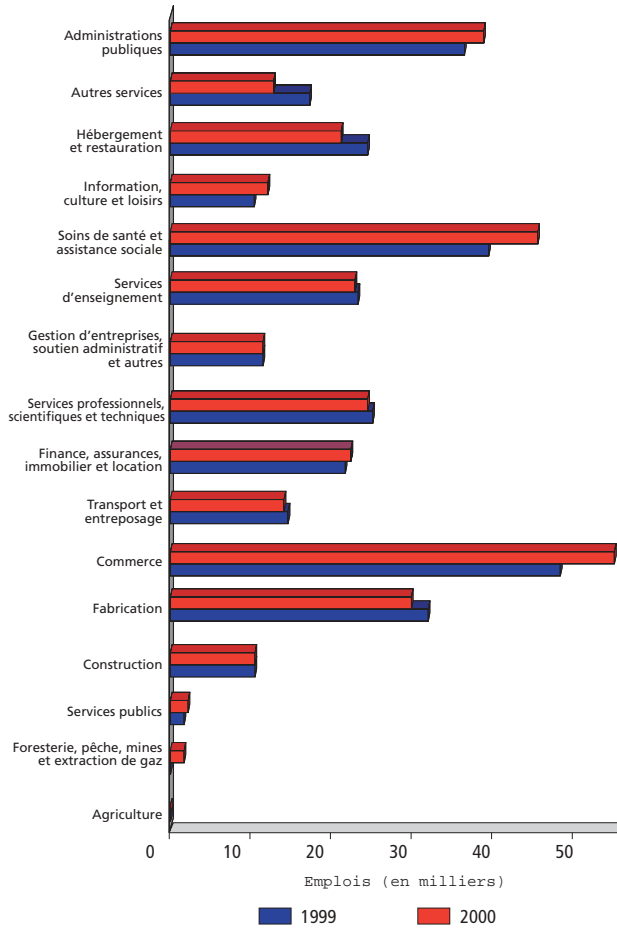
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

Les secteurs d'activité ayant particulièrement contribué à la hausse de 7 000 emplois de 1999 à 2000 sont les soins socio-sanitaires (15,4 %), le commerce (13,6 %) et les administrations publiques (6,6 %). Le secteur de la finance, des assurances et de l'immobilier a pour sa part enregistré une hausse de 3,2 %. À noter que, à l'intérieur de ce dernier secteur, le domaine des assurances, qui historiquement exporte ses services à l'extérieur de l'agglomération de la capitale nationale, poursuit sa croissance, comme l'indique le projet d'expansion de la compagnie d'assurance Desjardins-Laurentienne. Dans le secteur de la construction navale, la relance de Industries Davie, sur la rive sud, semble toujours problématique bien qu'une nouvelle politique

du gouvernement canadien relative aux chantiers maritimes soit susceptible de venir en aide à cette industrie.

Figure 11

Les emplois par secteurs d'activité dans la RMR de Québec en 1999 et 2000



SOURCE : Statistique Canada, Enquête sur la population active, SCIAN, moyennes annuelles révisées ; compilation spéciale Emploi-Québec, mars 2001.

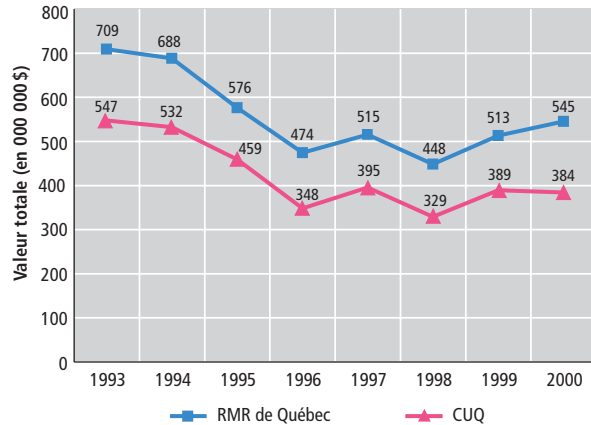
COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'IMMOBILIER

Après des années difficiles qui ont vu la valeur des permis de bâtir dans la RMRQ passer de plus de 700 M\$ en 1992 à moins de 450 M\$ en 1998, l'industrie de la construction semble avoir amorcé un redressement, le total des permis de bâtir étant passé à 545,1 M\$ en 2000, soit une hausse de 6,4 % par rapport à 1999.

Figure 12

Valeur des permis de bâtir pour la RMR de Québec et la Communauté urbaine de Québec, de 1993 à 2000



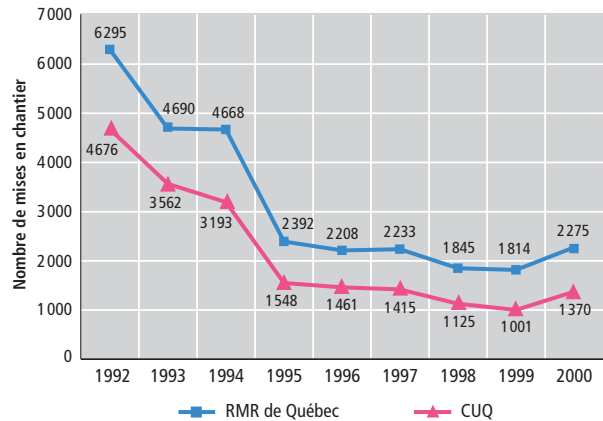
SOURCE : Communauté urbaine de Québec et Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Parallèlement, le nombre de mises en chantier, qui était aussi en baisse dans la RMRQ entre 1992 (plus de 6 000) et 1999 (moins de 2 000), est remonté à 2 275 en 2000.

Figure 13

Évolution des mises en chantier résidentielles sur les territoires de la Communauté urbaine de Québec et de la RMR de Québec, de 1992 à 2000



SOURCE : Communauté urbaine de Québec et Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

De plus, au début de 2001, la revente des maisons a maintenu une forte activité. Dans ce secteur, la Société canadienne d'hypothèques et

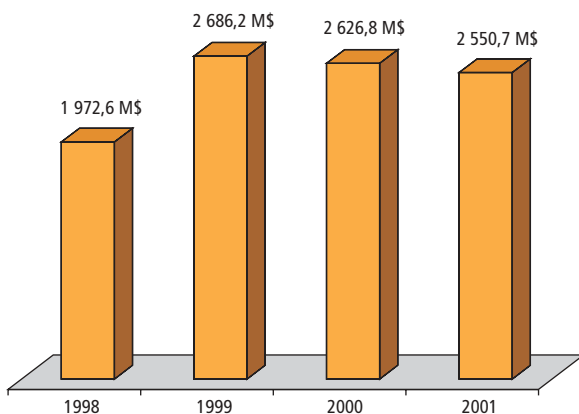
de logement (SCHL) a enregistré 11 trimestres consécutifs de hausse. Toutefois, le ralentissement de l'économie américaine ne devrait pas manquer d'atteindre l'immobilier dans le courant des prochains mois. Les taux d'inoccupation des édifices à bureaux, pour leur part, sont descendus à 12 %, le meilleur depuis 1992. Le secteur de la Basse-Ville de Québec a accueilli notamment les sièges sociaux de Télé-Université et de l'Université du Québec, et logera bientôt celui de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS).

LES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS

Après avoir connu une hausse des dépenses privées et publiques en immobilisations dans la région administrative de la Capitale-Nationale entre 1998 (1 973 M\$) et 1999 (2 686 M\$), on observe plutôt une tendance à la baisse en l'an 2000 (2 626 M\$) et pour 2001 (prévisions de 2 551 M\$).

Figure 14

Dépenses* en immobilisations des secteurs privé et public dans la région administrative de la Capitale-Nationale, de 1998 à 2001



* 1998 et 1999 : dépenses réelles; 2000 : dépenses réelles provisoires; 2001 : perspectives.

SOURCE : Institut de la statistique du Québec, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

LE TOURISME

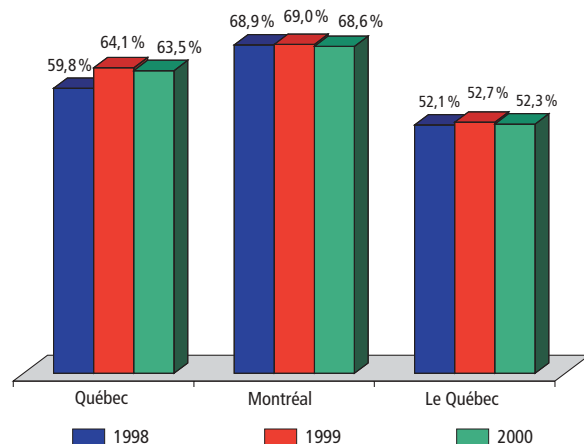
Le tourisme est sans doute la deuxième base économique de l'agglomération de la capitale nationale. Cette dernière est également la deuxième destination touristique en importance au Québec, après Montréal. Le tourisme est en effet

responsable de quelque 20 000 emplois et il amène plus de 4 millions de visiteurs par an dans l'agglomération (près de 20 % du total de l'ensemble du Québec) qui dépensent plus de 900 M\$. Ces chiffres sont d'ailleurs en hausse depuis 1990.

Selon Tourisme Québec, les établissements hôteliers de la Communauté urbaine de Québec ont enregistré en l'an 2000 une baisse du taux annuel moyen d'occupation, ce dernier passant de 64,1 % à 63,5 %. Au même moment, ces taux passaient de 69,0 % à 68,6 % sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal et de 52,7 % à 52,3 % dans l'ensemble du Québec.

Figure 15

Taux d'occupation moyen* des établissements hôteliers dans les régions touristiques de Québec et de Montréal, ainsi qu'au Québec, de 1998 à 2000



* Rapport entre le nombre calculé de chambres occupées et le nombre calculé de chambres disponibles.

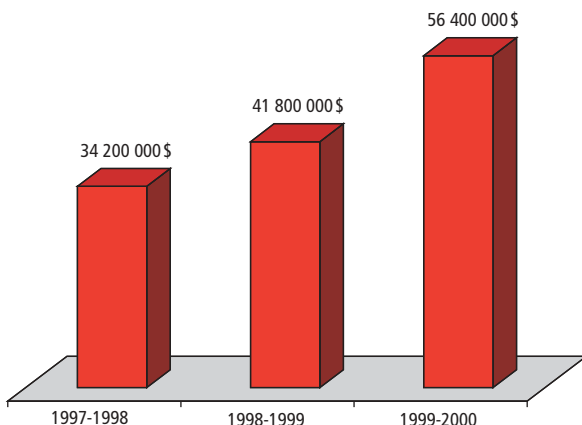
SOURCE : Bureau de la statistique du Québec et Tourisme Québec, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

L'industrie des congrès, pour sa part, est restée stable en l'an 2000 avec un nombre de congrès et d'événements voisinant les 400 et un nombre de délégués atteignant un peu plus de 435 000. Le Centre des congrès de Québec demeure le moteur de cette industrie, car les événements qui s'y sont tenus durant l'année 1999-2000 ont engendré des retombées économiques de 74 M\$, dont plus de 56 M\$ d'argent neuf injecté par les participants de l'extérieur de la région de Québec (hausse de 35 % par rapport à l'année précédente).

Figure 16

Répercussions économiques nettes (argent neuf) du Centre des congrès de Québec, de 1997-1998 à 1999-2000



SOURCE : Société du Centre des Congrès de Québec, octobre 2000.
 COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Le bilan des cinq premières années du Centre indique que ce dernier a permis de créer et de maintenir 1 500 emplois, d'engendrer 683 472 nuitées, soit près de 20 % des nuitées totales des hôtels du centre-ville de Québec durant cette période et d'accueillir 1,3 million de visiteurs qui ont dépensé 310 M\$ dans la région. Les répercussions économiques nettes liées à ces dépenses s'élèvent à 253,2 M\$. Des 566 événements recensés, on compte 212 congrès. La proportion du nombre de congrès sur le nombre total d'événements a augmenté de 64 % depuis 1996.

L'année touristique 2001 a débuté en lion avec la tenue à Québec du Sommet des Amériques, qui a entraîné des retombées économiques évaluées à 133 M\$. Cet événement a accordé à la région touristique de Québec une visibilité exceptionnelle qui constitue un investissement pour le futur. Les données pour les mois qui ont suivi le Sommet indiquent cependant une baisse de l'achalandage.

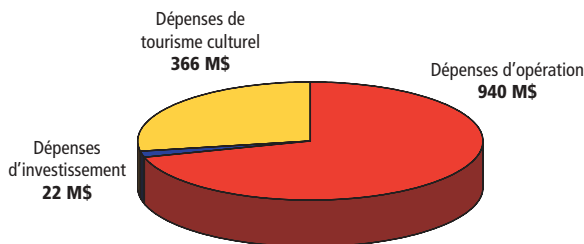
Par ailleurs, on peut s'attendre au cours des prochaines années à des retombées positives découlant de l'application de la nouvelle taxe spécifique à l'hébergement (taxe dédiée à la promotion touristique) et des efforts consentis par les organismes du milieu pour que les liaisons aériennes soient à la hauteur du potentiel touristique de la capitale.

LE SECTEUR CULTUREL ET PATRIMONIAL

L'importance de la culture et du patrimoine est bien connu comme facteur de qualité de vie et d'attraction touristique. Son apport sur le plan économique l'est cependant beaucoup moins. À l'initiative du Conseil de la culture des régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches, une étude de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) intitulée *Impact économique des domaines d'activités culturelles des régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches pour l'année 1997-1998* a été publiée en septembre 2001. Les conclusions de l'étude font état de dépenses dans le domaine culturel de 1,3 G\$ dont 940 M\$ de dépenses d'exploitation, de 22 M\$ de dépenses d'investissement et de 366 M\$ de dépenses des clientèles attribuables au tourisme culturel.

Figure 17

Dépenses du domaine culturel dans les régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches en 1997-1998

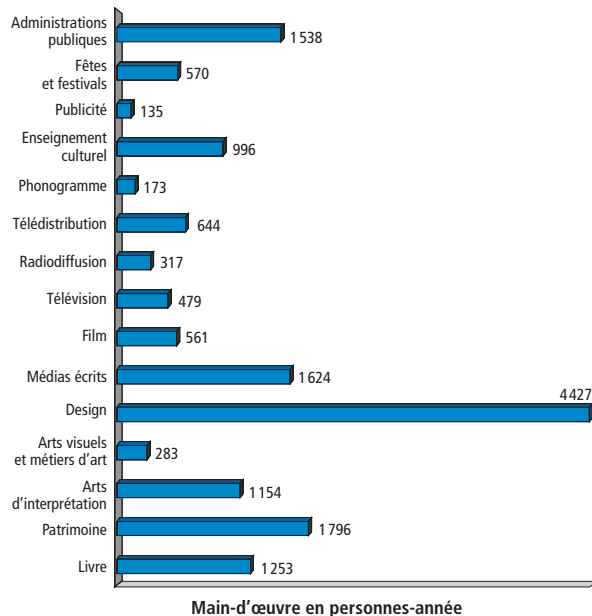


SOURCE : Institut de la statistique du Québec, 2001.
 COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Toujours d'après cette étude, les dépenses ont soutenu 16 000 emplois directs et indirects (en personnes-année) en dépenses d'exploitation et 5 500 emplois directs et indirects tributaires des clientèles attribuables au tourisme culturel.

Figure 18

Répartition de la main-d'œuvre directe et indirecte (en personnes-année) découlant des dépenses d'opération des domaines d'activités culturelles des régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches, en 1997-1998



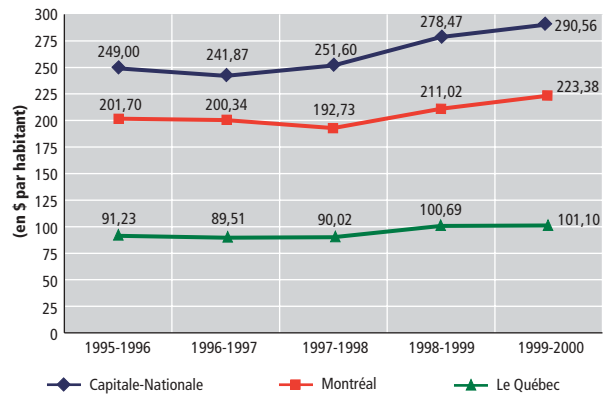
SOURCE : Direction des comptes et des études économiques, Institut de la statistique du Québec, 2001.
 COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Au chapitre des retombées fiscales, les gouvernements ont perçu 200 M\$ grâce aux dépenses d'exploitation, et 100 M\$ issus des dépenses des clientèles attribuables au tourisme culturel. Les subventions versées par les mêmes gouvernements se sont élevées à 173 M\$. Selon l'ISQ, l'étude confirme l'importance économique de la culture. L'organisme reconnaît cependant qu'elle peut comporter des marges d'erreur attribuables à la difficulté de quantifier les composantes de ce secteur.

Par ailleurs, selon une autre étude réalisée par l'Institut de la statistique du Québec, les seules dépenses culturelles internes et externes de l'administration publique québécoise par habitant s'élèvent à 290,56 \$ dans la région administrative de la Capitale-Nationale, à 223,36 \$ dans celle de Montréal et à 101,10 \$ sur la base de l'ensemble du Québec.

Figure 19

Dépenses culturelles brutes* de l'Administration publique québécoise, par habitant, selon certaines régions administratives, ainsi qu'au Québec, de 1995 à 2000



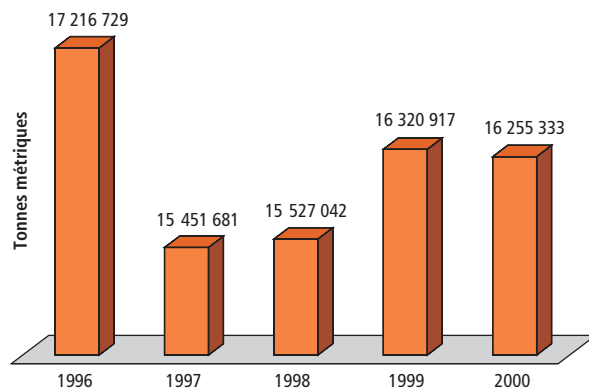
* Dépenses internes et externes.
 SOURCE : Institut de la statistique du Québec, 2001.
 COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

Le volume des activités de transbordement au port de Québec est resté stable entre 1999 et 2000, passant de 16 320 917 à 16 255 333 tonnes métriques. Au chapitre des croisières, 61 navires et 36 000 passagers ont fait escale à Québec. Cette dernière industrie offre un potentiel de développement qui sera appuyé par la construction d'un nouveau terminal. Les différents investissements en cours et à venir dans les prochains mois au port de Québec se chiffrent à plus de 40 M\$.

Figure 20

Évolution du tonnage manutentionné au port de Québec, de 1996 à 2000

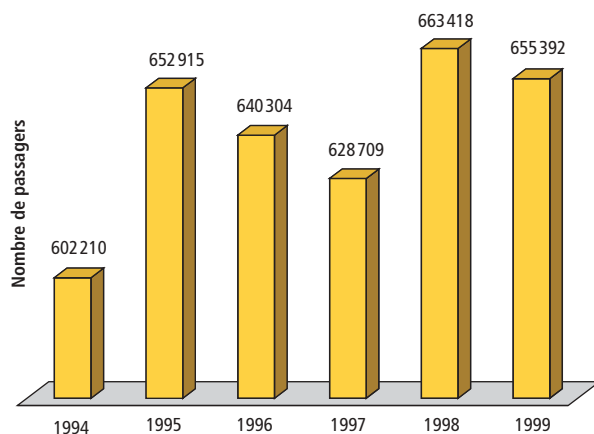


SOURCE : Administration portuaire de Québec, 2001.
 COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Par ailleurs, à l'Aéroport international Jean-Lesage, les derniers chiffres disponibles sur le nombre de passagers embarqués et débarqués montrent que l'achalandage a diminué, passant de 663 418 en 1998 à 655 392 en 1999. Pour ce qui est de l'effet inévitable des événements du 11 septembre 2001 aux États-Unis, les prochains mois permettront d'en mesurer l'ampleur réelle.

Figure 21

Évolution du nombre de passagers embarqués et débarqués à l'Aéroport international Jean-Lesage, de 1994 à 1999



Source : Transports Canada et Aéroport international Jean-Lesage, 2000.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Les infrastructures de transport sont en général de grande qualité dans la capitale, mais certains équipements font l'objet d'une attention particulière. Le manque de liaisons aériennes constituerait un handicap majeur au développement économique de l'agglomération de la capitale, notamment pour ce qui est de l'industrie des croisières (dans le contexte de l'aménagement en cours d'un nouveau terminal) et de celle des congrès, qui nécessitent une plus grande accessibilité à la capitale. Il faut souligner que, à la suite de la constitution d'une administration locale pour l'Aéroport international Jean-Lesage des stratégies de développement seront élaborées.

Quant au plan de transport déposé par le gouvernement du Québec en avril 2000, le budget d'intervention de 350 M\$ sur 5 ans est essentiellement orienté vers des projets routiers. La partie de ce plan concernant le transport en commun est cependant liée à la réforme des institutions municipales.

LE MONDE MUNICIPAL

Le monde municipal aura été marqué par la Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais, adoptée par le gouvernement du Québec le 20 décembre 2000, et par la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale, adoptée le 21 juin 2001. Après avoir fait l'objet de nombreuses consultations et de multiples débats, ces lois ont notamment permis de créer les comités de transition des nouvelles villes de Lévis et de Québec, qui ont pu procéder à la mise en place graduelle des nouvelles organisations municipales.

Cette réforme majeure a, dans son sillage, remis en question l'organisation du développement économique de l'agglomération de la capitale nationale, notamment la multiplicité de ses organismes. La publication, en mai 2001, d'une étude parrainée par la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain intitulée *Étude d'un modèle optimum d'organisation régionale dans le contexte de la Stratégie de diversification économique de la région de la Capitale-Nationale et de la région métropolitaine de Québec* proposait un modèle d'organisation du développement économique. Les réactions suscitées par cette étude indiquent que le sujet sera encore d'actualité au cours des prochains mois.

LA NOUVELLE ÉCONOMIE

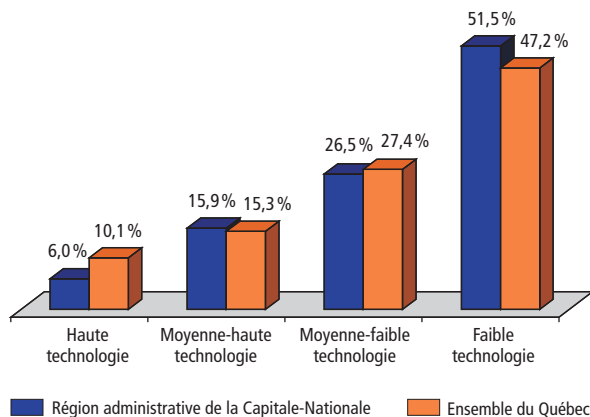
Les entreprises de la nouvelle économie et de la haute technologie connaissent une période de consolidation, après avoir fait l'objet d'un développement majeur notamment grâce au Centre national des nouvelles technologies de Québec (CNNTQ), situé dans le quartier Saint-Roch. Le Fonds de diversification économique du Bureau de la Capitale Nationale a aussi contribué à la croissance d'entreprises à haute valeur ajoutée.

Les secteurs de l'optique et de la photonique ont poursuivi leur lancée avec l'appui d'incitatifs fiscaux et d'aide à la formation prévus dans le dernier budget du gouvernement du Québec. Il reste à voir les effets qu'aura sur les entreprises de l'agglomération la chute des titres technologiques enregistrée à la Bourse au cours des derniers mois.

Par ailleurs, la mesure du rendement des régions au chapitre de la nouvelle économie n'est pas encore au point. À cet effet, plusieurs organismes, tels le Groupe pour l'avancement des technologies et de l'industrie de Québec (GATIQ), l'Institut de la statistique du Québec, le ministère de la Recherche, de la science et de la technologie, et le Conseil de la science et de la technologie, travaillent actuellement à la création de tels instruments. Ce dernier a d'ailleurs publié en mars 2001 son *Rapport de conjoncture 2001 : Pour des régions innovantes* dans lequel il évalue les régions administratives sous l'angle de leur développement technologique. L'étude n'a pas pour but de comparer les régions, mais les statistiques colligées démontrent que, même si Québec dispose d'atouts indéniables dans certains créneaux technologiques tels que l'optique et la photonique, cette agglomération a encore du chemin à parcourir avant d'être considérée comme une technopole.

Figure 22

L'emploi selon le niveau technologique dans la région administrative de la Capitale-Nationale et au Québec en 1998



SOURCE : Industrie Canada et Conseil de la science et de la technologie, 2001.
 COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

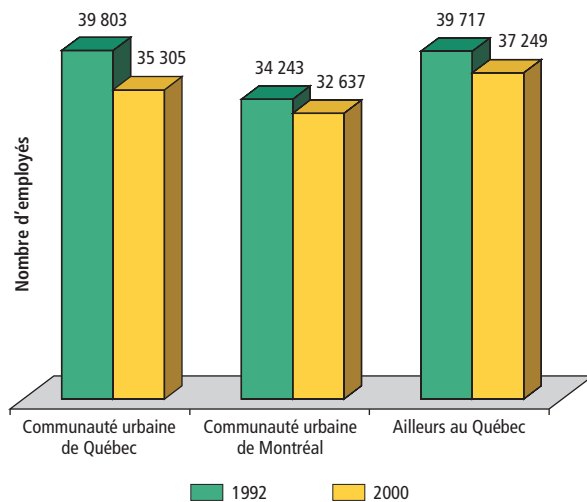
L'INDUSTRIE GOUVERNEMENTALE

L'industrie gouvernementale a connu un certain regain, notamment au chapitre de l'embauche dans la fonction publique à la suite de plusieurs années de restriction budgétaire. Après la baisse entraînée par les départs massifs à la retraite de 1996 à 1998, l'effectif de la fonction publique a

connu une hausse importante depuis 1998, passant d'un peu plus de 62 500 à près de 67 000 employés.

Figure 23

Évolution et répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux, du 31 mars 1992 au 31 mars 2000



NOTE : La différence entre le nombre d'employés gouvernementaux d'une année à l'autre peut être attribuable à plusieurs causes dont la privatisation de certains services, la fin d'ententes contractuelles, le transfert de responsabilités de certains services d'un gouvernement à un autre, etc.

SOURCE : Secrétariat à la Capitale, 1993; Secrétariat du Conseil du trésor, 2000; enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

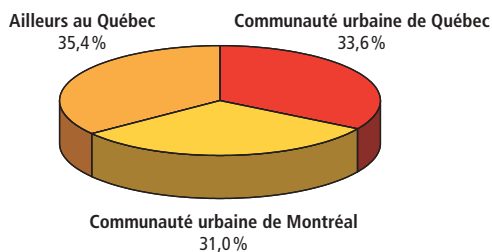
L'augmentation est attribuable largement à l'embauche d'occasionnels et à l'arrivée de fonctionnaires fédéraux consécutive à la prise en charge par le Québec de tous les programmes destinés à la formation de la main-d'œuvre.

Pour sa part, l'enquête réalisée par la Commission de la capitale nationale du Québec *Profil de localisation de l'effectif, des dirigeants, des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2000* confirme cette tendance pour l'ensemble des employés gouvernementaux, c'est-à-dire ceux de la fonction publique, ceux des organismes gouvernementaux non assujettis à la Loi sur la fonction publique et ceux des sociétés d'État. Au 31 mars 2000, l'effectif des ministères du gouvernement du Québec et des 163 organismes gouvernementaux s'élevait à

105 191 employés, comparativement à 99 128 au 31 mars 1998. La hausse de 6 063 employés est attribuable essentiellement aux mêmes raisons que celles qui ont été données plus haut pour la fonction publique. La répartition de cette hausse a été de 3 063 (9,5 %) dans la CUQ et de 3 254 (11,0 %) dans la CUM, alors que les autres régions ont connu une baisse de 254 employés pour la même période.

Figure 24

Répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux, au 31 mars 2000



SOURCE : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000 ; enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.

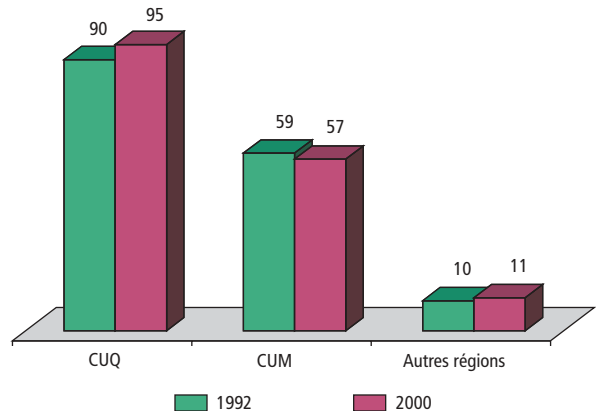
COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Quant aux sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2000, la répartition était la suivante : 95 (58,3 %) étaient localisés dans la capitale (CUQ), 57 (35,0%) dans la métropole (CUM) et 11 (6,7%) dans les autres régions. Cette répartition est relativement stable depuis 1992.

Le Conseil du trésor a annoncé pour sa part un important programme d'embauche qui permettrait de pourvoir à 21 000 postes d'ici à 2011 et de rajeunir l'effectif de la fonction publique. Parallèlement à cette opération, des mesures de modernisation de la gestion administrative entraîneront des investissements de plusieurs dizaines de millions de dollars, notamment dans les programmes de gestion et dans le remplacement des équipements informatiques. Le Conference Board, pour sa part, prévoit la création annuelle de 7 000 postes dans l'ensemble des administrations publiques jusqu'en 2003.

Figure 25

Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux du 31 mars 1992 au 31 mars 2000 – total de 158 organismes en 1992 et de 163 organismes en 2000

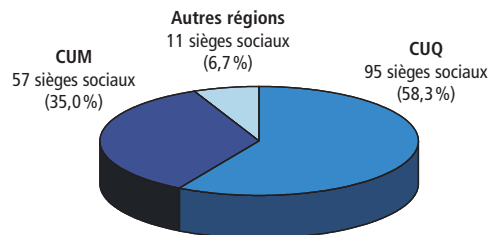


SOURCE : Secrétariat à la capitale, 1993 (La localisation de sept sièges sociaux était indéterminée.); enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Figure 26

Répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux, au 31 mars 2000 – total de 163 organismes



NOTE : La différence entre le nombre et la localisation des sièges sociaux d'organismes gouvernementaux d'une année à l'autre peut être attribuable à plusieurs causes, notamment la création, l'abolition ou la fusion d'organismes et le transfert de responsabilités de certains services d'un palier de gouvernement à un autre.

SOURCE : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

L'industrie gouvernementale est aussi active dans le secteur immobilier, grâce aux investissements de la Société immobilière du Québec, notamment dans la réfection des édifices H et J, le déménagement des bureaux du Conseil exécutif, le projet Place Québec, l'aménagement de l'appartement de fonction du premier ministre et l'installation du siège social de la Caisse de dépôt et placement du Québec dans l'édifice Price.



Photo : Philippe Plante, Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

L'édifice Price a accueilli en 2001 l'appartement de fonction du premier ministre du Québec et le siège social de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

LES GRANDS TRAVAUX ET INFRASTRUCTURES

À part les travaux courants de voirie, les grands travaux d'infrastructure en cours ou prévus au cours des prochains mois dans l'agglomération de la capitale nationale sont relativement peu nombreux. Certains projets sont cependant dignes de mention tels le siège social de l'INRS, le Jardin zoologique du Québec, l'Aquarium du Québec, le terminal de croisière dans le port de Québec, l'expansion de l'Institut national d'optique (INO), le développement du Centre de recherche pour la défense de Valcartier, la construction du Centre mère-enfant du Centre hospitalier universitaire de Québec (CHUQ), les divers projets dans l'hébergement et la restauration, et les investissements en rénovation urbaine auxquels contribue notamment la Commission de la capitale nationale du Québec.

Ainsi, cette dernière a amorcé la mise en valeur intégrée du littoral Champlain dont la zone d'intervention s'étendra de Place-Royale aux ponts de Québec, projet évalué à 150 M\$.

D'autres projets majeurs comme la dépollution de la rivière Saint-Charles et la revitalisation de ses berges, de même que la restauration des Nouvelles-Casernes, sont au programme, mais à plus long terme.

Il est à signaler que, malgré l'expansion récente du siège social de la Caisse de dépôt et placement du Québec à Québec, la part des investissements des sociétés d'État demeure relativement modeste dans la capitale.

PERSPECTIVES

Le bilan de l'activité économique en 2001 dans l'agglomération de la capitale nationale s'annonce positif pour une troisième année consécutive, malgré les signes de ralentissement que l'on observe aux États-Unis, au Canada et dans l'ensemble du Québec. Le secteur public et particulièrement l'industrie gouvernementale pourraient encore une fois jouer un rôle stabilisateur si le fléchissement de l'économie américaine s'accroissait.

Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas encore place à l'amélioration. Si l'on se reporte aux prévisions de croissance de mai 2001 du Conference Board pour le produit intérieur brut (PIB) réel de 2001, ce dernier est de 3,1 % pour l'agglomération de Québec, de 4,8 % pour Edmonton, de 4,3 % pour Calgary et de 3,9 % pour Ottawa-Hull.

De plus, sur le plan démographique, la comparaison avec d'autres agglomérations canadiennes amène également une satisfaction modérée. Par exemple, la population de l'agglomération de Québec croît moins rapidement et accueille moins d'immigrants que dans les autres grandes agglomérations canadiennes. La région a affiché, depuis quelques années, un affaiblissement de son solde migratoire qui est passé de + 3 404 personnes en 1994 à - 51 en 1998, et n'est remonté qu'à 868 en 2000. Chose plus inquiétante, le solde migratoire des travailleurs de 25 à 44 ans est négatif d'année en année. La comparaison avec les soldes migratoires des autres agglomérations canadiennes met davantage le phénomène en évidence : le solde migratoire net était de 0,9 pour 1000 habitants en 1998-1999 et de 1,3 en 1999-2000 dans l'agglomération de Québec, alors qu'il était respectivement de 8,4 et 12,7 pour 1000 à Ottawa-Hull et de 10,8 et 11,0 pour 1000 à Vancouver.

Au chapitre de l'immigration internationale, un nouveau volet de la politique du Québec en matière d'immigration vise à ce que la capitale nationale du Québec fasse une place plus impor-

tante aux communautés culturelles. Le plan stratégique 2001-2004 du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration propose à la région de la Capitale-Nationale de faire passer son niveau d'immigration de moins de 2 000 personnes en l'an 2000 à plus de 4 000 en 2003.

Face à l'avenir, le Conference Board prétend que le secteur public redeviendra bientôt une source de création d'emplois pour l'agglomération de la capitale (7 000 emplois annuellement jusqu'en 2003) et que la croissance rapide d'industries concentrées dans l'économie du savoir augmentera sa contribution. Il ajoute cependant que la faible croissance démographique (près de 0,5 % au cours des deux prochaines années) continuera à limiter le développement du secteur résidentiel et des ventes au détail. Ces prévisions ne tiennent cependant pas compte des difficultés récentes de certaines branches de la haute technologie ni du ralentissement général de l'économie américaine.

L'agglomération de la capitale nationale peut se réjouir des aspects positifs des indicateurs de son économie en 2001, mais elle doit demeurer vigilante si elle veut maintenir son rang par rapport à Montréal et à l'ensemble du Québec qui ont amélioré davantage leur position respective au cours des dernières années.

Dans la mouvance de la réforme municipale, de la réflexion sur les organismes de développement dans un contexte de diversification économique et de mondialisation des marchés, les prochaines années offriront à l'agglomération de la capitale nationale du Québec une occasion de regrouper les partenaires socioéconomiques et de se positionner avantageusement parmi les agglomérations du monde de dimension comparable. Le ralentissement économique en cours et les défis que rencontrent certains créneaux de haute technologie pourraient rendre encore plus urgent ce besoin de cohésion.

COMPENDIUM STATISTIQUE

PRÉSENTATION

Le compendium qui suit est constitué de 56 tableaux statistiques couvrant plusieurs aspects du développement de l'agglomération de la capitale nationale. Il est divisé en deux parties. La première regroupe des tableaux contenant des statistiques socioéconomiques issues d'enquêtes, de rapports annuels et d'études récentes réalisées par différents ministères et organismes. La seconde partie comprend des tableaux construits à partir des données des deux derniers recensements. Ces tableaux portent essentiellement sur les caractéristiques du territoire de la population et du marché du travail.

Première partie Enquêtes annuelles et études récentes

1. Le marché du travail	39
1.1 Les caractéristiques de la population active	39
1.2 L'immigration	40
1.3 Le solde migratoire de la population	41
1.4 Les emplois selon les branches d'activité	42
2. Les investissements publics et privés	46
3. La construction	47
4. Les transports	49
4.1 L'aéroport	49
4.2 Le port	49
5. Quelques secteurs d'activité économique	50
5.1 L'industrie gouvernementale	50
5.2 La culture	52
5.3 Le tourisme	55
5.4 La nouvelle économie	58

Seconde partie Données des recensements de 1991 et de 1996

6. Le territoire	63
7. La population	64
7.1 L'évolution de la population	64
7.2 La population selon les groupes d'âge	66
7.3 La connaissance des langues française et anglaise	67
7.4 La population immigrante	67
7.5 La présence des minorités visibles	68
7.6 Le niveau de scolarité	68
7.7 Les revenus	69
7.8 Les dépenses	70
7.9 Le marché du travail	72
7.10 Les modes de transport	74

COMPENDIUM STATISTIQUE

PREMIÈRE PARTIE

Enquêtes annuelles et études récentes

I. LE MARCHÉ DU TRAVAIL

I.1 Les caractéristiques de la population active

Tableau 1

Caractéristiques de la population active des dix plus importants centres urbains du Canada en 2000

RMR	Population adulte (en n ^{bre})	Population active (en n ^{bre})	Emplois (en n ^{bre})	Chômage (en n ^{bre})	Taux de chômage (en %)	Taux d'activité (en %)	Taux d'emploi (en %)
Toronto	3 848 800	2 644 500	2 499 800	144 700	5,5	68,7	65,0
Montréal	2 797 600	1 831 000	1 689 900	141 100	7,7	65,4	60,4
Vancouver	1 683 000	1 109 700	1 044 500	65 300	5,9	65,9	62,1
Ottawa-Hull	859 400	600 400	567 000	33 400	5,6	69,9	66,0
Calgary	762 800	571 500	545 600	25 900	4,5	74,9	71,5
Edmonton	736 800	517 400	488 900	28 500	5,5	70,2	66,4
Québec	564 100	355 100	326 600	28 500	8,0	62,9	57,9
Winnipeg	536 600	371 500	351 900	19 600	5,3	69,2	65,6
Hamilton	540 900	363 400	345 300	18 100	5,0	67,2	63,8
London	336 500	231 900	218 100	13 800	6,0	68,9	64,8
Le Québec	5 935 900	3 753 200	3 437 800	315 500	8,4	63,2	57,9
Le Canada	24 284 900	15 999 200	14 909 700	1 089 600	6,8	65,9	61,4

SOURCE : Statistique Canada, Canadian Socio-Economic Information Management System (CANSIM), 2001
(Les données sur l'emploi et le chômage sont arrondies au millième).

COMPILEMENT : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 2

Caractéristiques de la population active pour les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull, ainsi que pour l'ensemble du Québec et du Canada, de 1990 à 2000

RMR de Québec	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Pop. 15 ans et plus (en milliers)	514,7	523,6	530,7	537,9	543,2	547,1	550,9	554,1	557,2	560,7	564,1
Pop. active (en milliers)	341,6	347,1	344,5	340,8	354,2	341,8	350,1	343,1	354,6	349,0	355,1
Emploi (en milliers)	315,3	313,2	305,7	302,6	313,9	306,0	312,1	307,1	324,5	319,6	326,6
Temps plein (en milliers)	259,8	256,6	248,2	243,1	254,1	247,7	251,2	247,2	265,7	259,0	268,2
Temps partiel (en milliers)	55,6	56,7	57,5	59,5	59,9	58,3	60,9	59,9	58,7	60,6	58,4
Chômeurs (en milliers)	26,2	33,9	38,8	38,1	40,2	35,8	38,1	36,0	30,2	29,4	28,5
Pop. inactive (en milliers)	173,2	176,4	186,2	197,1	189,1	205,3	200,8	211,0	202,6	211,7	209,0
Taux d'activité (en %)	66,4	66,3	64,9	63,4	65,2	62,5	63,6	61,9	63,6	62,2	62,9
Taux de chômage (en %)	7,7	9,8	11,3	11,2	11,3	10,5	10,9	10,5	8,5	8,4	8,0
Taux d'emploi (en %)	61,3	59,8	57,6	56,3	57,8	55,9	56,7	55,4	58,2	57,0	57,9
RMR de Montréal	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Pop. 15 ans et plus (en milliers)	2589,1	2611,8	2638,8	2662,9	2679,9	2699,2	2717,0	2734,0	2754,6	2776,3	2797,6
Pop. active (en milliers)	1711,3	1711,5	1701,4	1704,4	1711,4	1713,4	1732,3	1748,8	1788,9	1812,9	1831,0
Emploi (en milliers)	1532,2	1497,4	1478,9	1467,7	1493,3	1516,4	1524,3	1557,7	1614,5	1656,2	1689,9
Temps plein (en milliers)	1314,4	1261,9	1244,1	1223,5	1247,6	1269,1	1269,5	1292,0	1342,0	1396,6	1413,4
Temps partiel (en milliers)	217,8	235,5	234,9	244,1	245,7	247,3	254,8	265,7	272,5	259,7	276,5
Chômeurs (en milliers)	179,1	214,1	222,5	236,7	218,1	197,0	208,0	191,1	174,4	156,7	141,1
Pop. inactive (en milliers)	877,8	900,3	937,4	958,5	968,5	985,8	984,7	985,1	965,7	963,4	966,6
Taux d'activité (en %)	66,1	65,5	64,5	64,0	63,9	63,5	63,8	64,0	64,9	65,3	65,4
Taux de chômage (en %)	10,5	12,5	13,1	13,9	12,7	11,5	12,0	10,9	9,7	8,6	7,7
Taux d'emploi (en %)	59,2	57,3	56,0	55,1	55,7	56,2	56,1	57,0	58,6	59,7	60,4

Tableau 2 (Suite)

Caractéristiques de la population active pour les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull, ainsi que pour l'ensemble du Québec et du Canada, de 1990 à 2000

RMR d'Ottawa-Hull	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Pop. 15 ans et plus (en milliers)	737,6	754,7	770,3	785,0	793,7	802,0	809,9	820,2	833,2	845,7	859,4
Pop. active (en milliers)	531,0	539,3	539,0	538,1	549,1	543,3	542,5	553,6	556,4	581,3	600,4
Emploi (en milliers)	499,8	499,9	492,5	492,1	504,0	490,9	496,9	504,4	517,1	543,8	567,0
Temps plein (en milliers)	424,5	416,8	409,9	407,3	415,1	401,1	401,3	409,1	421,4	452,8	470,6
Temps partiel (en milliers)	75,3	83,1	82,5	84,8	88,8	89,8	95,7	95,2	95,7	91,0	96,4
Chômeurs (en milliers)	31,3	39,4	46,6	46,0	45,2	52,4	45,5	49,3	39,3	37,5	33,4
Pop. inactive (en milliers)	206,5	215,3	231,3	246,9	244,5	258,7	267,5	266,5	276,8	264,4	259,0
Taux d'activité (en %)	72,0	71,5	70,0	68,5	69,2	67,7	67,0	67,5	66,8	68,7	69,9
Taux de chômage (en %)	5,9	7,3	8,6	8,5	8,2	9,6	8,4	8,9	7,1	6,5	5,6
Taux d'emploi (en %)	67,8	66,2	63,9	62,7	63,5	61,2	61,4	61,5	62,1	64,3	66,0
Le Québec	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Pop. 15 ans et plus (en milliers)	5457,4	5518,9	5577,2	5631,5	5675,2	5720,2	5764,3	5807,3	5849,7	5893,3	5935,9
Pop. active (en milliers)	3504,3	3507,2	3483,4	3505,2	3537,2	3554,5	3569,2	3606,2	3660,2	3701,6	3753,2
Emploi (en milliers)	3141,4	3081,7	3041,5	3039,9	3100,6	3147,5	3145,9	3195,1	3281,5	3357,4	3437,7
Temps plein (en milliers)	2653,1	2561,5	2517,1	2501,0	2568,4	2600,2	2581,3	2624,4	2701,9	2791,6	2856,4
Temps partiel (en milliers)	488,3	520,2	524,4	538,9	532,2	547,3	564,6	570,7	579,6	565,8	581,3
Chômeurs (en milliers)	362,9	425,5	441,8	465,3	436,6	406,9	423,3	411,1	378,7	344,2	315,5
Pop. inactive (en milliers)	1953,1	2011,7	2093,8	2126,3	2138,0	2165,8	2195,1	2201,1	2189,5	2191,7	2182,7
Taux d'activité (en %)	64,2	63,5	62,5	62,2	62,3	62,1	61,9	62,1	62,6	62,8	63,2
Taux de chômage (en %)	10,4	12,1	12,7	13,3	12,3	11,4	11,9	11,4	10,3	9,3	8,4
Taux d'emploi (en %)	57,6	55,8	54,5	54,0	54,6	55,0	54,6	55,0	56,1	57,0	57,9
Le Canada	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Pop. 15 ans et plus (en milliers)	21217,0	21540,6	21867,3	22179,7	22440,0	22726,5	23030,7	23359,3	23671,1	23969,0	24284,9
Pop. active (en milliers)	14240,9	14330,1	14362,2	14504,5	14626,7	14750,1	14899,5	15153,0	15417,7	15721,2	15999,2
Emploi (en milliers)	13084,0	12850,7	12760,0	12857,5	13111,7	13356,9	13462,6	13774,4	14140,4	14531,2	14909,7
Temps plein (en milliers)	10851,4	10504,9	10376,7	10374,8	10617,0	10833,8	10883,0	11139,7	11466,6	11849,2	12208,1
Temps partiel (en milliers)	2232,6	2345,8	2383,2	2482,6	2494,8	2523,1	2579,6	2634,8	2673,8	2681,9	2701,6
Chômeurs (en milliers)	1156,9	1479,5	1602,3	1647,0	1514,9	1393,1	1436,9	1378,6	1277,3	1190,1	1089,6
Pop. inactive (en milliers)	6976,1	7210,5	7505,1	7675,2	7813,3	7976,5	8131,1	8206,2	8253,4	8247,8	8285,7
Taux d'activité (en %)	67,1	66,5	65,7	65,4	65,2	64,9	64,7	64,9	65,1	65,6	65,9
Taux de chômage (en %)	8,1	10,3	11,2	11,4	10,4	9,4	9,6	9,1	8,3	7,6	6,8
Taux d'emploi (en %)	61,7	59,7	58,4	58,0	58,4	58,8	58,5	59,0	59,7	60,6	61,4

SOURCE : Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes annuelles révisées ; compilation Emploi-Québec, mars 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

1.2 L'immigration

Tableau 3

Immigration au Québec selon la région administrative projetée de destination, de 1995 à 1999

Région administrative	1995	1996	1997	1998	1999	De 1995 à 1999	
						Nombre	%
Québec	1 450	1 420	1 359	1 337	1 330	6 896	4,9
Montréal	19 298	23 093	21 066	19 472	22 366	105 295	75,0
Autres régions	6 474	5 259	5 259	5 700	5 483	28 175	20,1
Le Québec	27 222	29 772	27 684	26 509	29 179	140 366	100,0

SOURCE : Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, 2000.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

I.3 Le solde migratoire de la population

Tableau 4

Évolution du solde migratoire de la population de la région métropolitaine de Québec, de 1993-1994 à 1999-2000

Groupe d'âge	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1999-2000
0-17 ans	1 012	151	548	260	115	248
18-24 ans	818	386	496	66	431	876
25-44 ans	1 078	-407	-416	-508	-710	-370
45-64 ans	249	210	46	-66	-90	-108
65 ans et plus	247	185	282	241	203	222
Total	3 404	525	956	-7	-51	868

SOURCE : Statistique Canada, CANSIM, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 5

Évolution du solde migratoire de la population dans les dix plus importants centres urbains du Canada et à Victoria, de 1994-1995 à 1999-2000

RMR	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	Total 1994-2000
Toronto	60 460	63 435	76 596	71 812	56 607	65 619	394 529
Montréal	3 276	2 806	6 533	10 585	14 406	17 071	54 677
Vancouver	37 282	40 844	45 638	26 168	21 612	22 293	193 837
Ottawa-Hull	4 844	-301	4 438	8 213	8 824	13 565	39 583
Edmonton	-5 504	-1 109	6 124	11 438	8 163	8 210	27 322
Calgary	9 673	11 089	21 232	24 418	16 838	15 190	98 440
Québec	525	956	-7	-51	594	868	2 885
Winnipeg	-1 301	-4 711	-4 101	-2 048	86	496	-11 579
Hamilton	4 255	4 193	5 893	6 096	5 069	5 560	31 066
Victoria	2 322	1 262	906	-90	622	706	5 728
London	2 277	367	1 523	2 088	1 428	2 537	10 220

SOURCE : Statistique Canada, CANSIM, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 6

Évolution du solde migratoire de la population dans les dix plus importants centres urbains du Canada et à Victoria, pour 1998-1999 et 1999-2000

RMR	Entrées	Sorties	Net	Taux net pour 1000 habitants		
				1999-2000	1998-1999	Variation 1998-2000
Toronto	165 485	99 866	65 619	14,1	12,3	1,8
Montréal	81 232	64 161	17 071	5,0	4,2	0,8
Vancouver	73 901	51 608	22 293	11,0	10,8	0,2
Ottawa-Hull	49 662	36 097	13 565	12,7	8,4	4,3
Edmonton	40 447	32 237	8 210	8,8	8,9	-0,1
Calgary	50 301	35 111	15 190	16,4	18,6	-2,2
Québec	19 067	18 199	868	1,3	0,9	0,4
Winnipeg	20 452	19 956	496	0,7	0,1	0,6
Hamilton	26 804	21 244	5 560	8,4	7,7	0,7
Victoria	14 196	13 490	706	2,2	2,0	0,2
London	18 530	15 993	2 537	6,1	3,4	2,7

SOURCE : Statistique Canada, CANSIM, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

I.4 Les emplois selon les branches d'activité

Tableau 7

L'emploi selon les branches d'activité pour les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull, ainsi que pour l'ensemble du Québec et du Canada, de 1990 à 2000

Territoire	Emplois (en milliers)										
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
RMR de Québec											
Ensemble des industries	315,3	313,2	305,7	302,6	313,9	306	312,1	307,1	324,5	319,6	326,6
Secteur de la production de biens	52,4	48,8	45,4	41,0	45,1	48,7	45,5	44,6	47,1	46,8	45,6
Agriculture	1,8	1,8	0	0	2,2	0	1,9	0	1,5	0	0
Foresterie, pêche, mines et extraction de gaz	2,9	0	2,1	2,3	0	2,0	0	2,0	2,5	0	1,7
Services publics	1,8	1,8	2,6	3,1	2,2	4,1	2,8	1,6	3,3	1,7	2,2
Construction	18,0	18,5	17,0	14,0	14,6	12,0	14,1	13,5	10,6	10,5	10,5
Fabrication	27,9	25,2	22,6	20,6	24,9	29,1	25,4	26,1	29,3	32,0	29,9
Secteur des services	262,9	264,5	260,4	261,6	268,9	257,3	266,5	262,5	277,4	272,8	281,0
Commerce	52,9	56,3	51,1	51,7	49,1	50,6	51,1	48,1	51,7	48,4	55,1
Transport et entreposage	10,4	11,9	13,2	13,0	8,8	11,7	11,6	11,4	14,3	14,6	14,1
Finance, assurances, immobilier et location	23,8	26,2	23,2	25,8	23,5	22,4	25,6	26,9	22,6	21,7	22,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	11,7	12,6	13,0	14,1	15,3	17,8	14,7	16,8	20,2	25,1	24,5
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	7,2	7,5	7,4	8,0	8,8	6,4	8,6	8,0	9,8	11,5	11,5
Services d'enseignement	24,5	21,5	22,2	22,4	25,9	21,5	29,7	27,9	26,3	23,3	22,9
Soins de santé et assistance sociale	38,2	43,0	39,6	39,9	42,3	43,6	38,1	37,3	43,4	39,5	45,6
Information, culture et loisirs	11,3	10,7	10,6	7,1	11,7	10,8	12,2	11,6	9,9	10,4	12,1
Hébergement et restauration	22,6	22,1	22,1	21,6	21,2	19,6	18,2	20,2	22,1	24,5	21,2
Autres services	18,8	14,2	18,1	19,1	14,7	16,6	17,4	14,4	18,2	17,3	12,8
Administrations publiques	41,4	38,5	39,7	38,9	47,6	36,4	39,3	40,1	39,0	36,5	38,9
RMR de Montréal											
Ensemble des industries	1532,2	1497,4	1478,9	1467,7	1493,3	1516,4	1524,3	1557,7	1614,5	1656,2	1689,9
Secteur de la production de biens	429,3	378	371,3	355,9	359,5	365,4	360,9	363,5	386,0	404,5	387,8
Agriculture	8,5	8,9	5,5	6,2	7,0	6,1	7,0	3,5	7,5	6,9	7,6
Foresterie, pêche, mines et extraction de gaz	6,6	4,9	3,1	3,2	4,1	5,1	6,0	2,6	5,2	2,7	2,6
Services publics	17,7	16,7	16,0	14,7	13,2	14,0	16,4	16,1	14,2	13,0	13,8
Construction	82,7	64,1	65,9	61,4	62,9	62,2	60,7	52,4	52,4	55,6	56,7
Fabrication	313,8	283,4	280,9	270,4	272,3	277,9	270,9	288,9	306,8	326,2	307,0
Secteur des services	1102,9	1119,4	1107,6	1111,8	1133,8	1151,0	1163,4	1194,2	1228,5	1251,8	1302,1
Commerce	254,2	262,3	253,3	236,3	250,8	257,1	250,7	257,1	253,7	267,7	286,0
Transport et entreposage	93,5	83,1	81,8	78,0	81,0	86,1	79,6	85,3	85,3	87,1	89,0
Finance, assurances, immobilier et location	104,7	108,7	106,2	108,9	106,8	115,0	117,6	107,3	97,6	101,1	104,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	70,6	82,4	80,8	79,2	86,7	83,3	89,3	106,9	126,2	124,7	129,7
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	39,3	36,5	36,5	38,0	44,3	49,8	50,9	51,2	60,3	56,2	64,6
Services d'enseignement	91,4	94,0	97,5	95,9	100,9	104,6	100,4	104,6	113,4	120,0	106,0
Soins de santé et assistance sociale	154,9	157,9	157,0	161,0	158,1	154,8	166,5	153,9	149,2	156,7	178,4
Information, culture et loisirs	66,6	62,9	62,6	68,1	66,9	71,6	77,3	84,9	88,6	94,4	91,5
Hébergement et restauration	79,3	79,2	78,0	81,3	84,7	78,8	85,8	86,2	95,6	84,8	93,9
Autres services	66,0	67,1	69,7	71,1	78,7	72,8	64,1	74,6	80,0	81,9	77,8
Administrations publiques	82,2	85,2	84,1	94,0	74,8	77,2	81,1	82,1	78,6	77,2	80,7
RMR d'Ottawa-Hull											
Ensemble des industries	499,8	499,9	492,5	492,1	504,0	490,9	496,9	504,4	517,1	543,8	567,0
Secteur de la production de biens	60,9	57,9	53	59,1	58,9	56,2	51,0	55,1	59,6	68,4	76,5
Agriculture	0	2,0	0	0	2,0	2,9	5,1	4,4	3,7	4,6	2,3
Foresterie, pêche, mines et extraction de gaz	0	0	1,5	0	1,5	1,5	1,6	0	0	0	0
Services publics	1,8	2,6	2,8	2,2	2,9	2,3	1,8	0	0	2,3	1,5
Construction	28,5	24,0	20,9	26,2	26,8	19,8	18,4	18,3	20,3	20,8	25,6
Fabrication	28,9	28,0	26,5	28,6	25,6	29,7	24,1	30,7	33,6	40,1	46,4
Secteur des services	438,9	442,0	439,5	433,0	445,0	434,6	445,9	449,2	457,6	475,4	490,5
Commerce	68,8	66,7	62,4	59,9	64,6	58,2	64,6	65,3	66,8	66,8	69,9
Transport et entreposage	18,2	19,9	20,4	21,3	20,5	19,4	19,2	19,4	18,8	17,5	20,5

Tableau 7 (Suite)

L'emploi selon les branches d'activité pour les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull, ainsi que pour l'ensemble du Québec et du Canada, de 1990 à 2000

Territoire	Emplois (en milliers)										
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
RMR d'Ottawa-Hull											
Finance, assurances, immobilier et location	33,8	29,2	30,6	26,4	28,8	25,8	32,2	27,9	27,7	28,3	29,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	28,8	32,7	29,5	33,9	35,7	37,4	38,9	46,0	48,4	54,0	54,9
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	14,9	16,1	18,1	18,2	17,4	18,6	18,1	17,5	20,6	24,1	22,6
Services d'enseignement	35,2	35,1	36,1	34,1	36,4	40,3	40,2	39,0	37,9	42,5	37,0
Soins de santé et assistance sociale	48,8	46,4	50,4	49,6	50,4	51,7	48,2	50,4	48,9	45,4	54,7
Information, culture et loisirs	29,7	28,8	29,2	25,9	28,5	27,9	30,2	30,7	32,6	29,1	33,3
Hébergement et restauration	24,6	28,9	26,7	26,6	29,3	28,2	29,3	29,1	33,0	34,8	32,3
Autres services	22,8	23,3	20,8	25,9	25,3	22,4	24,7	23,9	23,5	28,1	27,8
Administrations publiques	113,3	114,8	115,4	111,2	108,1	104,6	100,3	100,0	99,3	104,8	108,3
Le Québec											
Ensemble des industries	3141,4	3081,7	3041,5	3039,9	3100,6	3147,5	3145,9	3195,1	3281,5	3357,4	3437,7
Secteur de la production de biens	924,1	852,1	819,4	801,8	830,0	842,5	826,3	846,5	876,6	900,2	897,9
Agriculture	67,1	67,1	63,2	65,7	74,1	68,1	66,5	62,8	68,5	62,6	61,7
Foresterie, pêche, mines et extraction de gaz	48,1	45,4	41,1	37,1	43,0	46,4	41,5	41,7	45,8	37,6	40,6
Services publics	32,0	32,5	33,1	33,1	33,3	32,3	34,5	31,1	30,4	26,6	26,8
Construction	177,6	155,7	147,6	140,7	146,4	140,6	137,3	126,6	122,9	132,6	139,7
Fabrication	599,3	551,4	534,5	525,3	533,2	555,1	546,6	584,4	609,0	640,7	629,0
Secteur des services	2217,3	2229,5	2222,1	2238,1	2270,6	2305,1	2319,6	2348,6	2404,9	2457,3	2539,9
Commerce	505,7	520,5	504,2	480,9	497,1	504,0	502,0	499,9	503,9	518,3	552,6
Transport et entreposage	153,4	146,6	143,2	142,3	144,7	147,6	146,2	153,2	159,8	162,8	172,9
Finance, assurances, immobilier et location	183,7	187,1	187,0	189,0	189,5	195,0	201,3	197,7	180,9	176,6	182,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	112,6	125,0	121,1	128,5	131,8	139,9	143,7	161,5	184,3	196,1	200,2
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	69,7	66,4	67,8	69,7	76,0	86,5	91,4	88,9	101,9	103,0	111,7
Services d'enseignement	203,2	197,8	207,9	208,7	216,0	222,4	224,9	219,6	229,2	233,4	220,0
Soins de santé et assistance sociale	328,3	335,2	340,1	344,3	343,2	349,0	343,6	332,8	330,7	347,7	378,8
Information, culture et loisirs	113,3	111,1	107,6	109,5	113,4	117,1	127,5	134,4	135,8	142,7	145,3
Hébergement et restauration	179,7	179,1	177,2	184,7	185,2	180,9	182,1	190,2	206,7	197,0	202,9
Autres services	159,5	147,6	148,9	157,8	164,1	158,3	155,5	165,9	173,6	178,9	167,1
Administrations publiques	208,0	213,2	217,1	222,7	209,6	204,4	201,4	204,5	198,2	200,9	206,2
Le Canada											
Ensemble des industries	13084,0	12850,7	12760,0	12857,5	13111,7	13356,9	13462,6	13774,4	14140,4	14531,2	14909,7
Secteur de la production de biens	3764,7	3522,2	3402,2	3339,0	3399,0	3476,5	3487,8	3585,5	3691,4	3785,8	3867,8
Agriculture	446,8	454,1	444,0	450,6	442,0	424,6	425,4	417,8	428,1	410,3	372,5
Foresterie, pêche, mines et extraction de gaz	305,7	296,6	281,1	270,5	281,8	293,5	292,5	299,0	294,7	267,5	283,0
Services publics	142,5	143,8	144,0	137,3	126,5	123,9	124,7	116,7	115,8	115,8	116,4
Construction	817,2	736,0	711,6	694,3	728,5	729,1	714,0	729,6	738,9	774,8	815,6
Fabrication	2052,5	1891,8	1821,5	1786,4	1820,3	1905,5	1931,1	2022,4	2113,8	2217,4	2280,1
Secteur des services	9319,2	9328,4	9357,8	9518,5	9712,7	9880,4	9974,8	10188,9	10449,0	10745,4	11041,9
Commerce	2076,8	2062,0	2044,3	2039,5	2077,6	2096,6	2103,7	2128,8	2156,1	2248,3	2318,1
Transport et entreposage	647,2	624,8	611,7	621,3	649,9	664,3	674,3	697,8	716,4	744,5	779,8
Finance, assurances, immobilier et location	848,1	844,9	836,6	840,9	833,9	853,5	868,9	874,3	854,2	862,9	867,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	573,7	603,6	590,4	618,2	641,4	672,6	702,2	779,7	849,5	905,0	945,8
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	310,8	316,2	325,8	343,0	366,5	405,4	423,9	443,0	480,7	507,2	546,5
Services d'enseignement	846,1	860,7	887,6	909,4	928,9	929,5	908,4	914,1	935,0	982,6	974,8
Soins de santé et assistance sociale	1284,7	1312,7	1329,4	1355,7	1367,7	1390,5	1393,5	1390,6	1426,3	1444,4	1526,3
Information, culture et loisirs	514,5	496,7	490,5	503,2	541,6	573,4	578,8	606,3	615,9	630,0	665,4
Hébergement et restauration	772,7	764,3	777,5	785,1	807,1	817,5	854,3	874,6	922,8	924,8	960,6
Autres services	611,7	596,1	601,3	636,8	657,2	650,5	656,5	684,5	710,8	721,6	695,8
Administrations publiques	832,9	846,3	862,7	865,3	840,9	826,6	810,2	795,3	781,2	774,2	761,8

SOURCE : Statistique Canada, Enquête sur la population active, Classification du Système de classification des industries d'Amérique du Nord (SCIAN), moyennes annuelles révisées ; compilation spéciale Emploi-Québec, mars 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 8

Proportion des emplois selon les branches d'activité pour les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull, ainsi que pour l'ensemble du Québec et du Canada, de 1990 à 2000

Territoire	Emplois (%)										
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
RMR de Québec											
Ensemble des industries	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Secteur de la production de biens	16,6	15,6	14,9	13,5	14,4	15,9	14,6	14,5	14,5	14,6	14,0
Agriculture	0,6	0,6	0,0	0,0	0,7	0,0	0,6	0,0	0,5	0,0	0,0
Foresterie, pêche, mines et extraction de gaz	0,9	0,0	0,7	0,8	0,0	0,7	0,0	0,7	0,8	0,0	0,5
Services publics	0,6	0,6	0,9	1,0	0,7	1,3	0,9	0,5	1,0	0,5	0,7
Construction	5,7	5,9	5,6	4,6	4,7	3,9	4,5	4,4	3,3	3,3	3,2
Fabrication	8,8	8,0	7,4	6,8	7,9	9,5	8,1	8,5	9,0	10,0	9,2
Secteur des services	83,4	84,5	85,2	86,5	85,7	84,1	85,4	85,5	85,5	85,4	86,0
Commerce	16,8	18,0	16,7	17,1	15,6	16,5	16,4	15,7	15,9	15,1	16,9
Transport et entreposage	3,3	3,8	4,3	4,3	2,8	3,8	3,7	3,7	4,4	4,6	4,3
Finance, assurances, immobilier et location	7,5	8,4	7,6	8,5	7,5	7,3	8,2	8,8	7,0	6,8	6,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	3,7	4,0	4,3	4,7	4,9	5,8	4,7	5,5	6,2	7,9	7,5
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	2,3	2,4	2,4	2,6	2,8	2,1	2,8	2,6	3,0	3,6	3,5
Services d'enseignement	7,8	6,9	7,3	7,4	8,3	7,0	9,5	9,1	8,1	7,3	7,0
Soins de santé et assistance sociale	12,1	13,7	13,0	13,2	13,5	14,2	12,2	12,1	13,4	12,4	14,0
Information, culture et loisirs	3,6	3,4	3,5	2,3	3,7	3,5	3,9	3,8	3,1	3,3	3,7
Hébergement et restauration	7,2	7,1	7,2	7,1	6,8	6,4	5,8	6,6	6,8	7,7	6,5
Autres services	6,0	4,5	5,9	6,3	4,7	5,4	5,6	4,7	5,6	5,4	3,9
Administrations publiques	13,1	12,3	13,0	12,9	15,2	11,9	12,6	13,1	12,0	11,4	11,9
RMR de Montréal											
Ensemble des industries	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Secteur de la production de biens	28,0	25,2	25,1	24,2	24,1	24,1	23,7	23,3	23,9	24,4	22,9
Agriculture	0,6	0,6	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	0,2	0,5	0,4	0,4
Foresterie, pêche, mines et extraction de gaz	0,4	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,2	0,3	0,2	0,2
Services publics	1,2	1,1	1,1	1,0	0,9	0,9	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8
Construction	5,4	4,3	4,5	4,2	4,2	4,1	4,0	3,4	3,2	3,4	3,4
Fabrication	20,5	18,9	19,0	18,4	18,2	18,3	17,8	18,5	19,0	19,7	18,2
Secteur des services	72,0	74,8	74,9	75,8	75,9	75,9	76,3	76,7	76,1	75,6	77,1
Commerce	16,6	17,5	17,1	16,1	16,8	17,0	16,4	16,5	15,7	16,2	16,9
Transport et entreposage	6,1	5,5	5,5	5,3	5,4	5,7	5,2	5,5	5,3	5,3	5,3
Finance, assurances, immobilier et location	6,8	7,3	7,2	7,4	7,2	7,6	7,7	6,9	6,0	6,1	6,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	4,6	5,5	5,5	5,4	5,8	5,5	5,9	6,9	7,8	7,5	7,7
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	2,6	2,4	2,5	2,6	3,0	3,3	3,3	3,3	3,7	3,4	3,8
Services d'enseignement	6,0	6,3	6,6	6,5	6,8	6,9	6,6	6,7	7,0	7,2	6,3
Soins de santé et assistance sociale	10,1	10,5	10,6	11,0	10,6	10,2	10,9	9,9	9,2	9,5	10,6
Information, culture et loisirs	4,3	4,2	4,2	4,6	4,5	4,7	5,1	5,5	5,5	5,7	5,4
Hébergement et restauration	5,2	5,3	5,3	5,5	5,7	5,2	5,6	5,5	5,9	5,1	5,6
Autres services	4,3	4,5	4,7	4,8	5,3	4,8	4,2	4,8	5,0	4,9	4,6
Administrations publiques	5,4	5,7	5,7	6,4	5,0	5,1	5,3	5,3	4,9	4,7	4,8
RMR d'Ottawa-Hull											
Ensemble des industries	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Secteur de la production de biens	12,2	11,6	10,8	12,0	11,7	11,4	10,3	10,9	11,5	12,6	13,5
Agriculture	0,0	0,4	0,0	0,0	0,4	0,6	1,0	0,9	0,7	0,8	0,4
Foresterie, pêche, mines et extraction de gaz	0,0	0,0	0,3	0,0	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Services publics	0,4	0,5	0,6	0,4	0,6	0,5	0,4	0,0	0,0	0,4	0,3
Construction	5,7	4,8	4,2	5,3	5,3	4,0	3,7	3,6	3,9	3,8	4,5
Fabrication	5,8	5,6	5,4	5,8	5,1	6,1	4,9	6,1	6,5	7,4	8,2
Secteur des services	87,8	88,4	89,2	88,0	88,3	88,5	89,7	89,1	88,5	87,4	86,5
Commerce	13,8	13,3	12,7	12,2	12,8	11,9	13,0	12,9	12,9	12,3	12,3
Transport et entreposage	3,6	4,0	4,1	4,3	4,1	4,0	3,9	3,8	3,6	3,2	3,6

Tableau 8 (Suite)

Proportion des emplois selon les branches d'activité pour les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull, ainsi que pour l'ensemble du Québec et du Canada, de 1990 à 2000

Territoire	EMPLOIS (%)										
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
RMR d'Ottawa-Hull											
Finance, assurances, immobilier et location	6,8	5,8	6,2	5,4	5,7	5,3	6,5	5,5	5,4	5,2	5,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	5,8	6,5	6,0	6,9	7,1	7,6	7,8	9,1	9,4	9,9	9,7
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	3,0	3,2	3,7	3,7	3,5	3,8	3,6	3,5	4,0	4,4	4,0
Services d'enseignement	7,0	7,0	7,3	6,9	7,2	8,2	8,1	7,7	7,3	7,8	6,5
Soins de santé et assistance sociale	9,8	9,3	10,2	10,1	10,0	10,5	9,7	10,0	9,5	8,3	9,6
Information, culture et loisirs	5,9	5,8	5,9	5,3	5,7	5,7	6,1	6,1	6,3	5,4	5,9
Hébergement et restauration	4,9	5,8	5,4	5,4	5,8	5,7	5,9	5,8	6,4	6,4	5,7
Autres services	4,6	4,7	4,2	5,3	5,0	4,6	5,0	4,7	4,5	5,2	4,9
Administrations publiques	22,7	23,0	23,4	22,6	21,4	21,3	20,2	19,8	19,2	19,3	19,1
Le Québec											
Ensemble des industries	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Secteur de la production de biens	29,4	27,7	26,9	26,4	26,8	26,8	26,3	26,5	26,7	26,8	26,1
Agriculture	2,1	2,2	2,1	2,2	2,4	2,2	2,1	2,0	2,1	1,9	1,8
Foresterie, pêche, mines et extraction de gaz	1,5	1,5	1,4	1,2	1,4	1,5	1,3	1,3	1,4	1,1	1,2
Services publics	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8
Construction	5,7	5,1	4,9	4,6	4,7	4,5	4,4	4,0	3,7	3,9	4,1
Fabrication	19,1	17,9	17,6	17,3	17,2	17,6	17,4	18,3	18,6	19,1	18,3
Secteur des services	70,6	72,3	73,1	73,6	73,2	73,2	73,7	73,5	73,3	73,2	73,9
Commerce	16,1	16,9	16,6	15,8	16,0	16,0	16,0	15,6	15,4	15,4	16,1
Transport et entreposage	4,9	4,8	4,7	4,7	4,7	4,7	4,6	4,8	4,9	4,8	5,0
Finance, assurances, immobilier et location	5,8	6,1	6,1	6,2	6,1	6,2	6,4	6,2	5,5	5,3	5,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	3,6	4,1	4,0	4,2	4,3	4,4	4,6	5,1	5,6	5,8	5,8
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	2,2	2,2	2,2	2,3	2,5	2,7	2,9	2,8	3,1	3,1	3,2
Services d'enseignement	6,5	6,4	6,8	6,9	7,0	7,1	7,1	6,9	7,0	7,0	6,4
Soins de santé et assistance sociale	10,5	10,9	11,2	11,3	11,1	11,1	10,9	10,4	10,1	10,4	11,0
Information, culture et loisirs	3,6	3,6	3,5	3,6	3,7	3,7	4,1	4,2	4,1	4,3	4,2
Hébergement et restauration	5,7	5,8	5,8	6,1	6,0	5,7	5,8	6,0	6,3	5,9	5,9
Autres services	5,1	4,8	4,9	5,2	5,3	5,0	4,9	5,2	5,3	5,3	4,9
Administrations publiques	6,6	6,9	7,1	7,3	6,8	6,5	6,4	6,4	6,0	6,0	6,0
Le Canada											
Ensemble des industries	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Secteur de la production de biens	28,8	27,4	26,7	26,0	25,9	26,0	25,9	26,0	26,1	26,1	25,9
Agriculture	3,4	3,5	3,5	3,5	3,4	3,2	3,2	3,0	3,0	2,8	2,5
Foresterie, pêche, mines et extraction de gaz	2,3	2,3	2,2	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,1	1,8	1,9
Services publics	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8
Construction	6,2	5,7	5,6	5,4	5,6	5,5	5,3	5,3	5,2	5,3	5,5
Fabrication	15,7	14,7	14,3	13,9	13,9	14,3	14,3	14,7	14,9	15,3	15,3
Secteur des services	71,2	72,6	73,3	74,0	74,1	74,0	74,1	74,0	73,9	73,9	74,1
Commerce	15,9	16,0	16,0	15,9	15,8	15,7	15,6	15,5	15,2	15,5	15,5
Transport et entreposage	4,9	4,9	4,8	4,8	5,0	5,0	5,0	5,1	5,1	5,1	5,2
Finance, assurances, immobilier et location	6,5	6,6	6,6	6,5	6,4	6,4	6,5	6,3	6,0	5,9	5,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	4,4	4,7	4,6	4,8	4,9	5,0	5,2	5,7	6,0	6,2	6,3
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	2,4	2,5	2,6	2,7	2,8	3,0	3,1	3,2	3,4	3,5	3,7
Services d'enseignement	6,5	6,7	7,0	7,1	7,1	7,0	6,7	6,6	6,6	6,8	6,5
Soins de santé et assistance sociale	9,8	10,2	10,4	10,5	10,4	10,4	10,4	10,1	10,1	9,9	10,2
Information, culture et loisirs	3,9	3,9	3,8	3,9	4,1	4,3	4,3	4,4	4,4	4,3	4,5
Hébergement et restauration	5,9	5,9	6,1	6,1	6,2	6,1	6,3	6,3	6,5	6,4	6,4
Autres services	4,7	4,6	4,7	5,0	5,0	4,9	4,9	5,0	5,0	5,0	4,7
Administrations publiques	6,4	6,6	6,8	6,7	6,4	6,2	6,0	5,8	5,5	5,3	5,1

NOTE : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total, en raison des données qui ont été arrondies.

SOURCE : Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes annuelles révisées ; compilation spéciale Emploi-Québec, mars 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

2. LES INVESTISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS

Tableau 9

Dépenses en immobilisations des secteurs privé et public dans les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Montréal, ainsi qu'au Québec, de 1998 à 2001

Territoire	Année ¹	Construction	Machines et équipements	Total	(en % du Québec)
		(en M\$)	(en M\$)	(en M\$)	
Région administrative de la Capitale-Nationale	1998	1 162,40	810,20	1 972,60	6,3
	1999	1 386,30	1 299,90	2 686,20	8,3
	2000	1 381,10	1 245,70	2 626,80	7,6
	2001	1 457,60	1 093,10	2 550,70	7,3
Région administrative de Montréal	1998	4 930,40	6 641,00	11 571,50	36,9
	1999	4 038,60	5 231,10	9 269,80	28,6
	2000	4 577,60	5 160,30	9 738,00	28,1
	2001	5 002,20	5 039,20	10 041,40	28,9
Le Québec	1998	16 986,90	14 298,30	31 285,20	100,0
	1999	16 864,30	15 590,20	32 454,50	100,0
	2000	19 065,50	15 531,90	34 597,40	100,0
	2001	20 202,30	14 578,70	34 781,00	100,0

1. 1998 et 1999 : dépenses réelles ; 2000 : dépenses réelles provisoires ; 2001 : perspectives.

SOURCE : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 10

Dépenses en immobilisations dans les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Montréal, ainsi qu'au Québec, de 1998 à 2001

Territoire	Année ¹	DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS				Total	
		Secteur privé		Secteur public		(en M\$)	(en %)
		(en M\$)	(en %)	(en M\$)	(en %)		
Région administrative de la Capitale-Nationale	1998	1 383,60	70,1	589,10	29,9	1 972,60	100
	1999	1 880,80	70,0	805,40	30,0	2 686,20	100
	2000	1 887,10	71,8	749,70	28,2	2 626,80	100
	2001	1 805,70	70,8	744,90	29,2	2 550,70	100
Région administrative de Montréal	1998	9 170,30	79,2	2 401,20	20,8	11 571,50	100
	1999	7 089,70	76,5	2 180,10	23,5	9 269,80	100
	2000	7 540,10	77,4	2 197,90	22,6	9 738,00	100
	2001	7 682,70	78,3	2 358,70	21,7	10 041,40	100
Le Québec	1998	24 643,10	85,2	6 642,20	14,8	31 285,30	100
	1999	26 311,90	81,1	6 142,60	18,9	32 454,50	100
	2000	27 478,90	79,4	7 118,50	20,6	34 597,40	100
	2001	27 376,20	78,7	7 404,90	21,3	34 781,10	100

1. 1998 et 1999 : dépenses réelles ; 2000 : dépenses réelles provisoires ; 2001 : perspectives.

SOURCE : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

3. LA CONSTRUCTION

Tableau 11

Valeur des permis de construire sur les territoires de la RMR de Québec et de la Communauté urbaine de Québec en 1999-2000

Territoire	Valeur des permis de construire (en M\$)					Variation 1999-2000 (en %)
	Résidentiel	Industriel	Commercial	Institutionnel	Total 2000	
RMR de Québec	284,1	28,5	173,6	78,8	545,1	6,2
Communauté urbaine de Québec	160,8	17,8	156,7	48,7	384,0	4,2

SOURCE : Communauté urbaine de Québec et Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 12

Valeur des permis de construire sur les territoires de la RMR de Québec et de la Communauté urbaine de Québec, de 1993 à 2000

Année	RMR DE QUÉBEC		COMMUNAUTÉ URBAINE DE QUÉBEC	
	Valeur totale des permis de construire (en M\$)	Variation (en %)	Valeur totale des permis de construire (en M\$)	Variation (en %)
1993	709	-3,79	547	-5,00
1994	688	-2,96	532	-2,56
1995	576	-16,27	459	-13,72
1996	474	-17,70	348	-24,01
1997	515	8,64	395	13,50
1998	448	-13,00	329	-16,70
1999	513	14,50	368	18,59
2000	545	6,23	384	4,20

SOURCE : Communauté urbaine de Québec et Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 13

Évolution des mises en chantier résidentielles sur les territoires de la RMR de Québec et de la Communauté urbaine de Québec, de 1992 à 2000

Année	RMR DE QUÉBEC		COMMUNAUTÉ URBAINE DE QUÉBEC	
	Nombre	Variation (en %)	Nombre	Variation (en %)
1992	6 295	-3,4	4 676	-0,6
1993	4 690	-25,5	3 562	-23,8
1994	4 668	-0,5	3 193	-10,4
1995	2 392	-48,8	1 548	-51,5
1996	2 208	-7,7	1 461	-5,6
1997	2 233	1,1	1 415	-3,2
1998	1 845	-17,4	1 125	-20,5
1999	1 814	-1,7	1 001	-11,0
2000	2 275	25,4	1 370	36,9

SOURCE : Communauté urbaine de Québec et Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 14

Taux d'inoccupation (en %) des édifices à bureaux de 10 000 pieds carrés et plus de 1993 à 2001 (avril, mai, juin)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Québec, Haute-Ville	15,0	12,8	11,8	13,3	13,7	13,6	12,2	12,7	9,3
Québec, Basse-Ville	16,9	20,2	21,6	29,9	50,3	42,3	34,2	34,1	18,6
Sainte-Foy, Haute-Ville	7,7	8,3	6,9	9,4	13,1	18,5	14,5	11,8	12,5
Sainte-Foy, Basse-Ville	13,9	27,1	17,7	31,4	19,6	18,4	15,5	13,4	14,2
Québec (Charlesbourg-Lebourgneuf)	8,8	9,0	10,2	8,4	9,1	12,4	10,3	10,6	7,3
Total	12,3	12,3	12,2	15,8	19,8	20,1	16,5	16,3	12,0

SOURCE : Racine, Larochelle & Associés, évaluateurs agréés, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

4. LES TRANSPORTS

4.1 L'aéroport

Tableau 15

Évolution du nombre de passagers embarqués et débarqués à l'aéroport international Jean-Lesage, de 1994 à 2000

Année	Vols intérieurs (en n ^{bre})	Vols transfrontaliers (en n ^{bre})	Vols internationaux (en n ^{bre})	Total (en n ^{bre})	Variation* (en %)
1994	432 367	69 842	100 001	602 210	-8,8
1995	444 738	92 455	115 722	652 915	8,4
1996	485 872	73 931	80 501	640 304	-1,9
1997	494 945	69 585	64 179	628 709	-1,8
1998	519 687	70 061	73 670	663 418	5,5
1999	508 838	80 962	65 592	655 392	-1,2
2000	ND	ND	ND	ND	ND

* Les données trimestrielles de 1994 et 1995 ne sont pas égales aux totaux annuels révisés en octobre 1998.

SOURCE : Transports Canada, Aéroport international Jean-Lesage.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

4.2 Le port

Tableau 16

Évolution du tonnage manutentionné au port de Québec, de 1996 à 1999

Matière	1996 (en tonnes métriques)	1997 (en tonnes métriques)	1998 (en tonnes métriques)	1999 (en tonnes métriques)	2000 (en tonnes métriques)	Variation 1999-2000 (en %)
Vrac solide ¹	6 079 442	5 923 382	5 700 086	6 366 312	5 555 038	-12,7
Vrac liquide ²	10 871 858	9 300 674	9 754 806	9 845 992	10 586 784	7,5
Marchandises générales ³	265 429	227 625	72 150	108 613	113 511	4,5
Total	17 216 729	15 451 681	15 527 042	16 320 917	16 255 333	-0,4

1. Le vrac solide comprend notamment les céréales, minerais et concentrés.

2. Le vrac liquide comprend notamment les produits pétroliers et chimiques.

3. Les marchandises générales comprennent notamment les produits forestiers, miniers et agricoles.

Source : Administration portuaire de Québec, 2001.

Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

5. QUELQUES SECTEURS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

5.1 L'industrie gouvernementale

Tableau 17

Répartition de l'effectif régulier et occasionnel des ministères et des organismes* gouvernementaux, au 31 mars 2000

	Communauté urbaine de Québec		Communauté urbaine de Montréal		Ailleurs au Québec		Le Québec	
	(en n ^{bre})	(en %)	(en n ^{bre})	(en %)	(en n ^{bre})	(en %)	(en n ^{bre})	(en %)
Employés réguliers	27 417	35,3	22 774	29,3	27 443	35,4	77 634	100
Employés occasionnels	7 888	28,6	9 863	35,8	9 806	35,6	27 557	100
Total	35 305	33,6	32 637	31,0	37 249	35,4	105 191	100

* Le terme « ministère » désigne également, aux fins de la présente étude, les entités administratives assimilées à des ministères et à des fonds spéciaux. Quant au terme « organisme », il désigne plus de 163 organismes répertoriés par le Secrétariat aux emplois supérieurs du ministère du Conseil exécutif, incluant les sociétés d'État.

SOURCE : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000 ; enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 18

Répartition entre l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux, au 31 mars 2000

	Communauté urbaine de Québec		Communauté urbaine de Montréal		Ailleurs au Québec		Le Québec	
	(en n ^{bre})	(en %)	(en n ^{bre})	(en %)	(en n ^{bre})	(en %)	(en n ^{bre})	(en %)
Ministères	21 075	42,8	10 662	21,6	17 532	35,6	49 269	100
Organismes	14 230	25,4	21 975	39,3	19 717	35,3	55 922	100
Total	35 305	33,6	32 637	31,0	37 249	35,4	105 191	100

SOURCE : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000 ; enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 19

Évolution et répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux, du 31 mars 1992 au 31 mars 2000

	1992		2000		Variation de 1992 à 2000	
	(en n ^{bre})	(en %)	(en n ^{bre})	(en %)	(en n ^{bre})	(en %)
Communauté urbaine de Québec	39 803	35,0	35 305	33,6	-4 498	-11,3
Communauté urbaine de Montréal	34 243	30,1	32 637	31,0	-1 606	-4,7
Ailleurs au Québec	39 717	34,9	37 249	35,4	-2 468	-6,2
Le Québec	113 763	100,0	105 191	100,0	-8 572	-7,5

NOTE : La différence entre le nombre d'employés gouvernementaux d'une année à l'autre peut s'expliquer par la privatisation de certains services, la fin d'ententes contractuelles, le transfert de responsabilités de certains services d'un gouvernement à un autre, etc.

SOURCE : Secrétariat à la capitale, 1993 ; Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000 ; enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 20

Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux, au 31 mars 1992 et au 31 mars 2000

Territoire	1992 ¹		2000		Variation 1992-2000	
	(en n ^{bres})	(en %)	(en n ^{bres})	(en %)	(en n ^{bres})	(en %)
Communauté urbaine de Québec	89	56,3	95	58,3	6	6,7
Communauté urbaine de Montréal	59	37,3	57	35,0	-2	-3,4
Ailleurs au Québec	10	6,3	11	6,7	1	10,0
Le Québec	158	100,0	163	100,0	5	3,2

1. L'emplacement de sept sièges sociaux d'organismes gouvernementaux était indéterminé en 1992 dans l'étude du Secrétariat à la capitale.

SOURCE : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000 ; Secrétariat à la capitale, 1993.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 21

Répartition des superficies locatives du parc immobilier du gouvernement du Québec sur différents territoires en 2000 et 2001

Territoire	31 mars 2000		31 mars 2001	
	(en mètres carrés)	(en %)	(en mètres carrés)	(en %)
Communauté urbaine de Québec	892 334	34,6	940 904	34,9
Communauté urbaine de Montréal	649 908	25,2	711 744	26,4
Ailleurs au Québec	1 036 758	40,2	1 043 352	38,7
Le Québec	2 579 000	100,0	2 696 000	100,0

SOURCE : Société immobilière du Québec, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

5.2 La culture

Tableau 22

Impact économique des dépenses d'opération, au titre de la culture, dans les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches, en 1997-1998

	Effets directs (en K\$)	Effets indirects (en K\$)	Effets totaux (en K\$)
Valeur ajoutée au coût des facteurs	666 863	146 553	813 416
Salaires et gages avant impôts	428 736	72 497	501 233
Autres revenus bruts avant impôts	8 003	6 575	14 578
Taxes indirectes	230 124	67 482	297 606
Subventions	3 573	11 180	14 753
Importations	-170 217	-2 596	-172 813
Revenus du gouvernement du Québec	2 010	7 971	9 981
Impôts sur salaires et gages	10 303	94 910	105 213
Parafiscalité	49 514	8 590	58 104
Taxes de vente	1 204	2 902	4 106
Taxes spécifiques	194	2 346	2 540
Revenus du gouvernement du Canada	42 736	7 247	49 983
Impôts sur salaires et gages	462	784	1 246
Parafiscalité	151	1 937	2 088
Taxes de vente	44 825	8 794	53 619
Taxes et droits d'accise	24 866	4 184	29 050

NOTE : Ces dépenses d'opération soutiennent 16 337,9 emplois (personnes-année).

SOURCE : Institut de la statistique du Québec, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 23

Main-d'œuvre directe des différents domaines d'activité culturelle, pour les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches, en 1997-1998

Domaine	Main-d'œuvre (en personnes-année)	Rémunération annuelle moyenne (en \$)
Livre	1 062	31 429
Patrimoine	1 538	21 907
Arts d'interprétation	1 079	21 918
Arts visuels et métiers d'art	226	21 004
Design	4 012	23 831
Média écrits	1 267	51 606
Film	495	12 032
Télévision	339	66 829
Radiodiffusion	248	66 782
Télédistribution	306	60 203
Phonogramme	146	18 644
Enseignement culturel	883	35 912
Publicité	76	48 092
Fêtes et festivals	488	21 902
Administrations publiques	1 139	40 639
Total	13 304	31 203

SOURCE : Institut de la statistique du Québec, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 24

Dépenses internes de l'Administration publique québécoise, au titre de la culture, pour les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Montréal, ainsi qu'au Québec, en 1999-2000

DÉPENSES INTERNES DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT (en K\$)					
Régions administratives	Salaires et traitements	Achats de biens et de services	Total Fonctionnement	Investissement	Total
Capitale-Nationale (03)	60 708,8	37 022,6	97 731,4	27 480,0	125 210,8
Montréal (06)	93 430,9	70 782,2	164 213,1	11 636,9	175 850,0
Le Québec	170 507,0	113 437,4	283 944,4	42 815,2	326 759,6

SOURCE : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 25

Dépenses externes d'investissement de l'Administration publique québécoise, au titre de la culture, pour les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Montréal, ainsi qu'au Québec, en 1999-2000

DÉPENSES EXTERNES D'INVESTISSEMENT (en K\$)					
Régions administratives	Particuliers	Associations et organismes	Administrations municipales	Autres	Total
Capitale-Nationale (03)	201,0	4 539,4	2 282,2	354,2	7 376,8
Montréal (06)	342,7	29 803,1	3 322,4	17 679,7	51 147,9
Le Québec	704,9	43 225,5	17 398,8	18 697,4	80 026,6

SOURCE : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 26

Dépenses culturelles internes et externes de l'Administration publique québécoise, par habitant, pour les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Montréal, ainsi qu'au Québec, de 1995-1996 à 1999-2000

Régions administratives	1995-1996	1996-1997	1997-1998 (en \$ par habitant)	1998-1999	1999-2000
Capitale-Nationale (03)	249,00	241,87	251,60	278,47	290,56
Montréal (06)	201,70	200,34	192,73	211,02	223,38
Le Québec	91,23	89,51	90,02	100,69	101,10

SOURCE : Institut de la statistique du Québec, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 27

Dépenses du domaine culturel dans les régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches en 1992-1993 et 1997-1998

	1992-1993	1997-1998	Taux de variation (en %)
Dépenses d'opération (en M\$)	652	940	44,2*
Dépenses d'investissement (en M\$)	30	22	-26,7
Dépenses de tourisme culturel (en M\$)	260	366	40,8
Total	942	1 328	41,0

* L'augmentation considérable est expliquée à la fois par la croissance des activités culturelles et par la disponibilité d'information plus complète.

Source : Institut de la statistique du Québec, 2001.

Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 28

Impact économique (effets totaux directs et indirects) sur la valeur ajoutée, les salaires, les subventions, les importations et la main-d'œuvre de dépenses d'opération des domaines d'activités culturelles des régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches en 1997-1998

Domaines d'activités culturelles	Valeur ajoutée au coût des facteurs	Salaires et gages avant impôts	Subventions directes et indirectes		Imports	Main-d'œuvre directe et indirecte Personnes-année
			(en K\$)			
Livre	62 359	40 160	37 926	9 745	1 253	
Patrimoine	58 835	41 499	55 466	10 778	1 796	
Arts d'interprétation	44 345	25 912	7 190	3 109	1 154	
Arts visuels et métiers d'art	12 828	6 652	1 697	3 377	283	
Design	152 756	108 268	535	13 342	4 427	
Médias écrits	136 052	79 157	344	16 807	1 624	
Film	15 450	8 214	782	2 719	561	
Télévision	52 391	27 096	14 106	6 464	479	
Radiodiffusion	24 229	18 748	6 572	3 184	317	
Télédistribution	74 885	28 854	256	15 701	644	
Phonogramme	6 994	3 692	83	1 170	173	
Enseignement culturel	45 076	34 395	44 566	2 295	996	
Publicité	17 550	5 421	71	2 216	135	
Fêtes et festivals	18 662	13 163	2 630	3 418	570	
Administrations publiques ¹	91 004	60 002	589	10 888	1 538	
Ensemble des domaines d'activités culturelles	813 416	501 233	172 813	105 213	15 948	

1. Comprend les dépenses d'opération des administrations publiques au titre de la culture et les dépenses d'opération des autres domaines d'activités culturelles dont la source des fonds provient de subventions des administrations publiques non identifiables par domaine culturel, dans notre compte consolidé des dépenses d'activités culturelles.

Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques, 2001.

Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

5.3 Le tourisme

Tableau 29

Volume, nuitées et dépenses touristiques selon l'origine dans la région touristique de Québec, de 1996 à 1999

VOLUME	1996		1997		1998		1999	
	Milliers	%	Milliers	%	Milliers	%	Milliers	%
Québécois	2 205	62,3	1 962	59,2	2 296	63,9	2 167	60,2
Canadiens des autres provinces	297	8,4	346	10,4	392	10,9	433	12,0
Américains	474	13,4	470	14,2	438	12,2	519	14,4
Autres pays	563	15,9	534	16,1	469	13,0	480	13,3
Total	3 540	100,0	3 312	100,0	3 595	100,0	3 599	100,0
NUITÉES								
Québécois	5 027	58,5	4 689	55,9	5 694	60,9	4 993	50,4
Canadiens des autres provinces	796	9,3	972	11,6	1 141	12,2	1 930	19,5
Américains	1 148	13,4	1 137	13,6	1 209	12,9	1 401	14,1
Autres pays	1 623	18,9	1 591	19,0	1 299	13,9	1 579	15,9
Total	8 594	100,0	8 390	100,0	9 343	100,0	9 903	100,0
DÉPENSES TOTALES								
Québécois	283 384	41,0	272 622	37,7	352 194	43,1	341 944	37,9
Canadiens des autres provinces	78 502	11,4	97 392	13,5	108 390	13,3	146 514	16,2
Américains	153 648	22,2	177 929	24,6	186 083	22,7	232 491	25,8
Autres pays	175 022	25,3	175 827	24,3	171 331	20,9	181 210	20,1
Total	690 556	100,0	723 770	100,0	817 998	100,0	902 159	100,0

SOURCE : Office du tourisme et des congrès de la Communauté urbaine de Québec, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 30

Taux d'occupation moyen des établissements hôteliers dans les régions touristiques de Québec et de Montréal, ainsi qu'au Québec, de 1998 à 2000

Région touristique	Taux d'occupation moyen (en %)*		
	1998	1999	2000
Québec	59,8	64,1	63,5
Montréal	68,9	69,0	68,6
Le Québec	52,1	52,7	52,3

* Rapport entre le nombre calculé de chambres occupées et le nombre calculé de chambres effectivement disponibles.

SOURCE : Bureau de la statistique du Québec et Tourisme Québec, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 31

Nombre de congrès et événements ayant eu lieu dans la région de Québec, de 1996 à 2000

Type	1996	1997	1998	1999	2000
Associations	234	234	255	224	234
Compagnies	46	61	101	84	59
Autres	64	94	131	95	104
Total	344	389	487	403	397
Durée moyenne	2,8	3,6	3,0	3,4	3,3

SOURCE : Office du tourisme et des congrès de la Communauté urbaine de Québec (OTCCUQ), Secteur Développement, juillet 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 32

Nombre de délégués dans la région de Québec, de 1996 à 2000

Type	1996	1997	1998	1999	2000
Associations	69 732	64 976	66 813	70 471	77 555
Compagnies	9 204	14 078	20 817	18 208	23 135
Autres	65 716	138 915	118 432	347 064	336 288
Total	144 652	217 969	206 062	435 959*	436 978
Séjour moyen	3,1	3,2	3,1	3,2	3,3

* Une partie de l'augmentation est attribuable à un changement dans le mode de comptabilité en 1999.

SOURCE : OTCCUQ, Secteur Développement, juillet 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 33

Nombre de nuitées dans la région de Québec, de 1996 à 2000

Type	1996	1997	1998	1999	2000
Associations	83 578	85 411	87 306	100 509	122 800
Compagnies	9 604	16 768	25 484	18 646	19 504
Autres	14 275	33 339	44 916	27 675	36 051
Total	107 457	135 518	157 706	146 830	178 355

SOURCE : OTCCUQ, Secteur Développement, juillet 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 34

Répartition des congrès (en %) selon leur origine dans la région de Québec, de 1996 à 2000

Type	1996	1997	1998	1999	2000
Québécois	49,6	54,1	49,3	44,9	48,4
Canadiens	25,8	22,5	25,3	27,5	23,4
Américains	14,5	14,8	11,9	14,4	13,6
Internationaux	10,1	10,4	13,6	13,2	14,6

Source : OTCCUQ, Secteur Développement, 2001.

Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 35

Indicateur mensuel de fréquentation des sites et attraits touristiques de la région de Québec, de 1998 à 2000*

Mois	1998	1999	2000
Janvier	106	100	114
Février	98	100	133
Mars	91	100	100
Avril	100	100	79
Mai	101	100	101
Juin	126	100	90
Juillet	151	100	102
Août	208	100	121
Septembre	219	100	110
Octobre	101	100	104
Novembre	96	100	126
Décembre	87	100	92
Indice annuel	130**	100	106

* 1999 = 100

** Effet de l'exposition *Rodin*, en 1998.

SOURCE : OTCCUQ, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

5.4 La nouvelle économie

Tableau 36

Établissements et emplois selon le niveau technologique dans la région administrative de la Capitale-Nationale, ainsi qu'au Québec, en 1998

	Région administrative de la Capitale-Nationale				Ensemble du Québec	
	Établissements (en n ^{bre})	%	Emplois (en n ^{bre})	%	Établissements %	Emplois %
Haute technologie	66	6,9	1 600	6,0	4,3	10,1
Aérospatiale	0		0			
Ordinateurs et mach. de bureau	6		144			
Matériel de radio et de télécommunications	27		985			
Industrie pharmaceutique	1		20			
Industrie du progiciel	32		451			
Moyenne-haute technologie	137	14,3	4 225	15,9	14,7	15,3
Machines électriques	23		674			
Instruments de précision	26		1 206			
Autres industries chimiques	32		836			
Véhicules automobiles	19		296			
Machines non électriques	37		1 213			
Autres transports	0		0			
Moyenne-faible technologie	304	31,7	7 026	26,5	32,9	27,4
Caoutchouc et plastiques	37		746			
Métaux non ferreux	4		752			
Autres industries manufacturières	70		836			
Raffinage du pétrole	8		165			
Produits min. non métalliques	36		1 209			
Construction navale	4		135			
Sidérurgie	1		64			
Produits métalliques	144		3 119			
Faible technologie	452	47,1	13 652	51,5	48,1	47,2
Alimentation, boissons, tabac	97		3 650			
Textiles, habillement, cuir	83		2 180			
Bois et ouvrages de bois	135		2 123			
Papier et imprimerie	137		5 699			
Total	959	100	26 503	100	100	100

SOURCE : Industrie Canada et Conseil de la science et de la technologie, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 37

Recherche et développement et acquisition de technologies dans la région administrative de la Capitale-Nationale et du Québec

	Capitale-Nationale	Le Québec	Région/Québec	Rang au Québec
Nombre d'établissements actifs en R-D (1995)	231	2 575	9,00 %	3 ^e
Dépenses des entreprises en R-D (1995)	70,5 M\$	2 172,1 M\$	3,20 %	4 ^e
Dépenses des entreprises en R-D per capita (1995)	109 \$	301 \$	-192 \$	7 ^e
Personnel de R-D en entreprise (1995)	1 077	22 259	4,80 %	3 ^e
Personnel de R-D en entreprise par milliers de population (1995)	1,6	3,1	-1,50	5 ^e
Nombre total de brevets canadiens obtenus entre 1997 et 2000	58	701	8,30 %	3 ^e
Nombre annuel moyen de brevets canadiens obtenus par 100 000 habitants entre 1997 et 2000	2,64	2,83	-0,19	3 ^e
Investissements en machines et équipements (1998)	1 110,5 M\$	14 181,4 M\$	7,80 %	3 ^e
Investissements en machines et équipements per capita (1998)	1 323 \$	1 887 \$	-564 \$	10 ^e
Proportion des PME (- de 200 employés) utilisant Internet (1999)	49,00 %	43,0 % *	+6,0 points %	2 ^e
Nombre total d'établissements accrédités ISO (2000)	285	3 152	9,00 %	3 ^e
Établissements accrédités ISO par milliers d'établissements (2000)	14,1	13	+1,1	7 ^e
Part des PME manufacturières performantes - « gazelles »	6,80 %	7,20 %	-0,4 point %	11 ^e

* 11 régions

SOURCE : Conseil de la science et de la technologie, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 38

Exportations de la région administrative de la Capitale-Nationale et du Québec

	Capitale-Nationale	Le Québec	Région/Québec	Rang au Québec
Nombre d'établissements manufacturiers exportateurs (1998)	222	4 358	5,10 %	6 ^e
Nombre d'établissements manufacturiers exportateurs en % du nombre total d'établissements manufacturiers (1998)	23,10 %	33,50 %	-10,4 points %	14 ^e
Nombre d'emplois manufacturiers attribuables aux exportations internationales (1998)	6 107	149 366	4,10 %	9 ^e
Nombre d'emplois manufacturiers attribuables aux exportations internationales en % du nombre total d'emplois manufacturiers (1998)	23,00 %	29,10 %	-6,1 points %	14 ^e
Répartition en % du nombre d'établissements manufacturiers exportateurs par niveau technologique (1998)				
Haute technologie	9,90 %	7,00 %	+2,9 points %	3 ^e
Moyenne-haute technologie	24,30 %	21,00 %	+3,3 points %	5 ^e
Moyenne-faible technologie	25,70 %	31,30 %	-5,7 points %	12 ^e
Faible technologie	40,10 %	40,70 %	-0,6 point %	12 ^e
Exportations manufacturières en % des expéditions (1995)	35,30 %	39,60 %	-4,3 points %	12 ^e

SOURCE : Conseil de la science et de la technologie, 2001.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

COMPENDIUM STATISTIQUE

SECONDE PARTIE

Données des recensements de 1991 et de 1996

6. LE TERRITOIRE

Tableau 39

Principales entités territoriales de l'agglomération urbaine de Québec

Territoire	Superficie (en km ²)	Municipalités (en n ^{bre})
RMR de Québec	3 150	43
Région administrative de la Capitale-Nationale (région 03)	19 312	80
Région administrative de Chaudière-Appalaches (région 12)	15 136	163
Communauté urbaine de Québec	545	13
Ville de Québec	89	1
Le Québec	1 523 221	1 369

SOURCE : Statistique Canada, recensement de 1996 (RMR de Québec, CUQ, ville de Québec, Le Québec) ; Bureau de la statistique du Québec (région 03, région 12).

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

7. LA POPULATION

7.1 L'évolution de la population

Tableau 40

Évolution de la population des principales entités territoriales de l'agglomération urbaine de Québec, entre 1991 et 1996

Territoire	POPULATION				Variation 1996/1991 (en %)
	(en n ^{bre})	1991 (en % du Québec)	(en n ^{bre})	1996 (en % du Québec)	
RMR de Québec	645 550	9,4	671 890	9,4	4,1
Région administrative de la Capitale-Nationale (région 03)	616 801	8,9	633 511	8,9	2,7
Région administrative de Chaudière-Appalaches (région 12)	367 932	5,3	380 496	5,3	3,4
Communauté urbaine de Québec ¹	490 271	7,1	504 605	7,1	2,9
Ville de Québec ²	167 972	2,4	167 634	2,3	-0,2
Le Québec	6 895 963	100,0	7 138 795	100,0	3,5

1. N'inclut pas la réserve indienne de Wendake dont la population n'est pas recensée par Statistique Canada.

2. Inclut Notre-Dame-des-Anges.

SOURCE : Statistique Canada, données intégrales des recensements de 1991 et de 1996 (RMR de Québec, CUQ, Le Québec);
Institut de la statistique du Québec (région 03, région 12).

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 41

Évolution de la population des dix plus importants centres urbains du Canada, entre 1991 et 1996

Rang 1996	RMR	POPULATION		Variation 1996/1991 (en %)
		1991 (en n ^{bre})	1996 (en n ^{bre})	
1	Toronto	3 898 933	4 263 757	9,4
2	Montréal	3 208 970	3 326 510	3,7
3	Vancouver	1 602 590	1 831 665	14,3
4	Ottawa-Hull	941 814	1 010 498	7,3
5	Edmonton	841 132	862 597	2,6
6	Calgary	754 033	821 628	9,0
7	Québec	645 550	671 890	4,1
8	Winnipeg	660 450	667 209	1,0
9	Hamilton	599 760	624 360	4,1
10	London	381 522	398 616	4,5
	Le Québec	6 895 963	7 138 795	3,5
	Le Canada	27 296 859	28 846 761	5,7

SOURCE : Statistique Canada, recensements de 1991 et de 1996 (données intégrales).

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 42

Évolution de la population des villes de plus de 10 000 habitants dans l'agglomération urbaine de Québec, entre 1991 et 1996

Rang 1996	Ville	POPULATION				Variation 1996/1991 (en %)
		(en n ^b re)	1991 (en % de la RMR)	(en n ^b re)	1996 (en % de la RMR)	
1	Québec	167 972	26,0	167 634	24,9	-0,2
2	Beauport	69 158	10,7	72 920	10,9	5,4
3	Sainte-Foy	71 133	11,0	72 330	10,8	1,7
4	Charlesbourg	70 788	11,0	70 942	10,6	0,2
5	Lévis	39 417	6,1	40 407	6,0	2,5
6	Val-Bélair	17 181	2,7	20 176	3,0	17,4
7	Saint-Jean-Chrysostome	12 717	2,0	16 161	2,4	27,1
8	L'Ancienne-Lorette	15 242	2,4	15 895	2,4	4,3
9	Saint-Nicolas	14 431	2,2	15 594	2,3	8,1
10	Saint-Augustin-de-Desmaures	12 680	2,0	14 771	2,2	16,5
11	Loretteville	14 219	2,2	14 168	2,1	-0,4
12	Cap-Rouge	14 105	2,2	14 163	2,1	0,4
13	Sillery	12 519	1,9	12 003	1,8	-4,1
14	Vanier	10 833	1,7	11 174	1,7	3,1
15	Charny	10 239	1,6	10 661	1,6	4,1
16	Saint-Romuald	9 830	1,6	10 604	1,6	7,9

SOURCE : Statistique Canada, recensements de 1991 et de 1996.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 43

Population et logement par quartier dans la ville de Québec en 1996

Quartier	Population		Logement	
	(en n ^b re)	(en %)	(en n ^b re)	(en %)
Secteur Haute-Ville	35 471	21,2	20 793	25,1
Montcalm	15 191	9,1	8 692	10,5
Saint-Jean-Baptiste	9 204	5,5	5 765	7,0
Saint-Sacrement	7 891	4,7	4 412	5,3
Vieux-Québec-Haute-Ville	3 185	1,9	1 924	2,3
Secteur Basse-Ville	25 216	15,1	14 362	17,3
Cap-Blanc	690	0,4	370	0,4
Saint-Roch	6 915	4,1	4 338	5,2
Saint-Sauveur	16 189	9,7	8 673	10,5
Vieux-Québec-Basse-Ville	1 422	0,9	981	1,2
Secteur Limoilou	45 722	27,3	23 950	28,9
Lairet	15 744	9,4	8 421	10,2
Maizerets	14 423	8,6	7 346	8,9
Vieux-Limoilou	15 555	9,3	8 183	9,9
Secteur Des Rivières	60 855	36,4	23 718	28,6
Duburger	10 722	6,4	4 357	5,3
Lebourgneuf	10 179	6,1	4 370	5,3
Les Saules	11 853	7,1	4 774	5,8
Neufchâtel	28 101	16,8	10 217	12,3
Total	167 264	100,0	82 823	100,0

SOURCE : Statistique Canada, recensement de 1996, secteurs de dénombrement (n'inclut pas Notre-Dame-des-Anges).

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

7.2 La population selon les groupes d'âge

Tableau 44

Répartition (en nombre) de la population selon les groupes d'âge dans les dix plus importants centres urbains du Canada en 1996

Rang 1996	RMR	GROUPES D'ÂGE						Total
		- de 15 ans	15-24 ans	25-44 ans	45-64 ans	65-74 ans	75 ans et +	
1	Toronto	858 155	553 365	1 475 145	909 500	283 780	183 805	4 263 760
2	Montréal	625 830	430 480	1 118 540	751 530	240 545	159 590	3 326 510
3	Vancouver	337 045	242 390	638 315	397 490	122 025	94 400	1 831 665
4	Ottawa-Hull	207 900	132 200	353 225	214 505	60 715	41 955	1 010 500
5	Edmonton	189 115	121 750	294 480	173 115	50 625	33 515	862 600
6	Calgary	176 935	110 390	303 795	159 025	43 425	28 055	821 630
7	Québec	117 850	93 920	223 420	158 525	46 450	31 725	671 890
8	Winnipeg	135 100	91 070	215 290	136 935	48 625	40 185	667 210
9	Hamilton	124 785	79 245	196 320	137 435	52 140	34 440	624 360
10	London	82 075	54 285	129 680	82 265	28 830	21 480	398 615
Le Québec		1 372 190	947 985	2 331 025	1 626 895	519 680	341 025	7 138 795
Le Canada		5 901 280	3 857 170	9 360 620	6 199 855	2 061 935	1 465 910	28 846 760

SOURCE : Statistique Canada, recensement de 1996 (données intégrales).

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 45

Répartition (en %) de la population selon les groupes d'âge dans les dix plus importants centres urbains du Canada en 1996

Rang 1996	RMR	GROUPES D'ÂGE						Total
		- de 15 ans	15-24 ans	25-44 ans	45-64 ans	65-74 ans	75 ans et +	
1	Toronto	20,1	13,0	34,6	21,3	6,7	4,3	100
2	Montréal	18,8	12,9	33,6	22,6	7,2	4,8	100
3	Vancouver	18,4	13,2	34,8	21,7	6,7	5,2	100
4	Ottawa-Hull	20,6	13,1	35,0	21,2	6,0	4,2	100
5	Edmonton	21,9	14,1	34,1	20,1	5,9	3,9	100
6	Calgary	21,5	13,4	37,0	19,4	5,3	3,4	100
7	Québec	17,5	14,0	33,3	23,6	6,9	4,7	100
8	Winnipeg	20,2	13,6	32,3	20,5	7,3	6,0	100
9	Hamilton	20,0	12,7	31,4	22,0	8,4	5,6	100
10	London	20,6	13,6	32,5	20,6	7,2	5,4	100
Le Québec		19,2	13,3	32,7	22,8	7,3	4,8	100
Le Canada		20,5	13,4	32,4	21,5	7,1	5,1	100

SOURCE : Statistique Canada, recensement de 1996 (données intégrales).

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

7.3 La connaissance des langues française et anglaise

Tableau 46

Répartition de la population selon la connaissance des langues française et anglaise dans les dix plus importants centres urbains du Canada en 1996

Rang	RMR	Français et anglais (en %)	Anglais seulement (en %)	Français seulement (en %)	Ni français ni anglais (en %)
1	Montréal	49,7	8,5	39,8	1,9
2	Ottawa-Hull	44,0	45,8	9,0	1,2
3	Québec	30,0	0,2	69,6	0,2
4	Winnipeg	10,9	87,9	0,1	1,1
5	Toronto	8,0	87,4	0,1	4,5
6	Edmonton	7,5	90,9	0,1	1,6
7	Vancouver	7,4	87,9	0,1	4,7
8	Calgary	7,3	90,7	0,1	1,9
9	Hamilton	6,8	91,7	0,1	1,5
10	London	6,6	92,2	0,0	1,1
	Le Québec	37,8	5,1	56,1	1,1
	Le Canada	17,0	67,1	14,3	1,7

SOURCE : Statistique Canada, recensement de 1996.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

7.4 La population immigrante

Tableau 47

Répartition de la population immigrante dans les dix plus importants centres urbains du Canada en 1996

Rang	RMR	Population immigrante (en nombre)	Population immigrante (en % de la population totale de la RMR)
1	Toronto	1 772 905	41,6
2	Vancouver	633 740	34,6
3	Hamilton	145 655	23,3
4	Calgary	170 875	20,8
5	London	75 975	19,1
6	Edmonton	158 370	18,4
7	Montréal	586 465	17,6
8	Winnipeg	111 690	16,7
9	Ottawa-Hull	161 885	16,0
10	Québec	17 390	2,6
	Le Québec	664 500	9,3
	Le Canada	4 971 070	17,2

SOURCE : Statistique Canada, recensement de 1996 (données échantillons; la population immigrante est celle dont le lieu de naissance n'est pas le Canada; ne comprend pas les résidents non permanents).

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

7.5 La présence des minorités visibles

Tableau 48

Répartition de la population appartenant aux minorités visibles dans les dix plus importants centres urbains du Canada en 1996

Rang	RMR	Population des minorités visibles (en n ^{bre})	Population des minorités visibles (en % de la population totale de la RMR)
1	Toronto	1 338 095	31,6
2	Vancouver	564 600	31,1
3	Calgary	127 555	15,6
4	Edmonton	115 430	13,5
5	Montréal	401 425	12,2
6	Ottawa-Hull	115 460	11,5
7	Winnipeg	73 310	11,1
8	Hamilton	48 910	7,9
9	London	30 325	7,7
10	Québec	9 815	1,5
Le Québec		433 985	6,2
Le Canada		3 197 480	11,2

SOURCE : Statistique Canada, recensement de 1996 (comprend les répondants désignés comme membres d'un groupe de minorités visibles selon les définitions de la Loi sur l'équité en matière d'emploi ; la taille de la population de la RMR utilisée pour calculer les proportions peut être légèrement inférieure à celle qui a été dénombrée lors du recensement de 1996 en raison des non-répondants).

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

7.6 Le niveau de scolarité

Tableau 49

Plus haut niveau de scolarité atteint par la population en âge de travailler dans les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull, ainsi qu'au Québec et au Canada, en 1996

Niveau de scolarité	RMR de Québec		RMR de Montréal		RMR d'Ottawa-Hull		Le Québec		Le Canada	
	(en n ^{bre})	(en %)	(en n ^{bre})	(en %)	(en n ^{bre})	(en %)	(en n ^{bre})	(en %)	(en n ^{bre})	(en %)
Niveau inférieur à la 9 ^e année	70 770	13,0	427 895	16,1	64 100	8,1	1 025 545	18,1	2 727 210	12,1
De la 9 ^e à la 13 ^e année	181 970	33,3	867 765	32,6	251 625	31,7	1 981 915	34,9	8 379 380	37,0
Sans certificat d'études secondaires	76 790	14,1	420 835	15,8	138 035	17,4	988 270	17,4	5 140 790	22,7
Avec certificat d'études secondaires	105 180	19,3	446 930	16,8	113 590	14,3	993 645	17,5	3 238 590	14,3
Certificat ou diplôme d'une école de métiers	25 365	4,6	93 990	3,5	21 770	2,7	254 335	4,5	837 160	3,7
Autres études non universitaires seulement	135 180	24,8	594 985	22,4	182 605	23,0	1 266 170	22,3	5 487 505	24,2
Études universitaires	132 795	24,3	677 410	25,4	272 935	34,4	1 145 505	20,2	5 197 665	23,0
Sans grade	45 710	8,4	267 755	10,1	93 275	11,8	453 115	8,0	2 196 885	9,7
Avec baccalauréat ou diplôme supérieur	87 085	15,9	409 655	15,4	179 660	22,7	692 390	12,2	3 000 780	13,3
Total	546 085	100,0	2 662 050	100,0	793 030	100,0	5 673 465	100,0	22 628 925	100,0

SOURCE : Statistique Canada, recensement de 1996 (données échantillons).

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

7.7 Les revenus

Tableau 50

Évolution du revenu moyen dans les dix plus importants centres urbains du Canada, entre 1990 et 1995

Rang 1995	RMR	REVENU MOYEN (en dollars constants de 1995)			
		1990	1995	Variation (en \$)	Variation (en %)
1	Ottawa-Hull	31 677	29 749	-1 928	- 6,1
2	Toronto	32 184	28 980	-3 204	- 10,0
3	Calgary	30 230	28 963	-1 267	- 4,2
4	Hamilton	28 629	27 556	-1 073	- 3,8
5	Vancouver	29 274	27 450	-1 824	- 6,2
6	London	28 042	26 756	-1 286	- 4,6
7	Edmonton	27 421	25 728	-1 693	- 6,2
8	Montréal	26 659	24 625	-2 034	- 7,6
9	Québec	25 973	24 382	-1 591	- 6,1
10	Winnipeg	25 301	24 184	-1 117	- 4,4
Le Québec		25 007	23 198	-1 809	- 7,2
Le Canada		26 805	25 196	-1 609	- 6,0

SOURCE : Statistique Canada, recensements de 1991 et de 1996 (le revenu moyen fait référence à l'argent reçu par les personnes âgées de 15 ans et plus provenant des sources suivantes : salaires et traitements ; revenu net d'un travail autonome non agricole dans une entreprise non constituée en société et/ou dans l'exercice d'une profession ; prestations fiscales fédérales pour enfants ; pension de Sécurité de la vieillesse et Supplément de revenu garanti ; prestations du Régime des rentes du Québec ou du Régime de pension du Canada ; prestations d'assurance-chômage ; autre revenu provenant de sources publiques ; revenu de placements ; pensions de retraite et de rentes et autre revenu en espèces).

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 51

Évolution du revenu moyen des ménages dans les dix plus importants centres urbains du Canada, entre 1990 et 1995

Rang 1995	RMR	REVENU MOYEN DES MÉNAGES (en dollars constants de 1995)			
		1990	1995	Variation (en \$)	Variation (en %)
1	Toronto	66 411	60 110	- 6 301	- 9,5
2	Calgary	58 784	56 829	- 1 955	- 3,3
3	Ottawa-Hull	60 764	56 760	- 4 004	- 6,6
4	Vancouver	56 479	54 055	- 2 424	- 4,3
5	Hamilton	56 294	53 659	- 2 635	- 4,7
6	London	53 261	50 277	- 2 984	- 5,6
7	Edmonton	52 899	49 908	- 2 991	- 5,7
8	Winnipeg	47 664	45 707	- 1 957	- 4,1
9	Montréal	48 339	44 593	- 3 746	- 7,7
10	Québec	47 089	43 737	- 3 352	- 7,1
Le Québec		45 595	42 229	-3 366	-7,4
Le Canada		51 526	48 552	-2 974	-5,7

SOURCE : Statistique Canada, recensements de 1991 et de 1996 (On entend par ménage une personne ou un groupe de personnes – autres que des résidents étrangers – occupant un logement privé et n'ayant pas de domicile habituel ailleurs au Canada ; le revenu moyen des ménages est égal à la somme des revenus totaux de tous les membres du ménage.).

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

7.8 Les dépenses

Tableau 52

Dépenses annuelles moyennes (en \$) des ménages dans les RMR de Québec et de Montréal, ainsi qu'au Québec et au Canada, en 1996

Catégorie	DÉPENSES MOYENNES PAR MÉNAGE (en \$)			
	RMR de Québec	RMR de Montréal	Le Québec	Le Canada
Dépenses de consommation courante	30 821	31 243	29 659	34 024
Alimentation	6 028	5 980	5 762	5 960
Logement	7 183	8 045	7 169	8 477
Entretien ménager	1 749	2 011	1 900	2 266
Articles et accessoires d'ameublement	1 169	1 049	1 094	1 294
Habillement	2 078	2 104	2 013	2 115
Transport	5 135	4 831	4 882	6 044
Soins de santé	1 092	970	952	1 006
Soins personnels	804	834	792	835
Loisirs	2 377	2 237	2 139	2 638
Matériel de lecture et autres imprimés	271	261	234	252
Éducation	438	502	428	555
Produits du tabac et boissons alcoolisées	1 216	1 158	1 123	1 146
Divers	1 280	1 259	1 172	1 434
Impôts personnels	11 374	10 832	9 894	10 746
Versements d'assurance individuelle et cotisations de retraite	3 410	2 363	2 414	2 598
Dons et contributions à des personnes n'appartenant pas au ménage	863	810	881	1 700
Dépenses totales	46 467	45 248	42 849	49 068

SOURCE : Statistique Canada, recensement de 1996 (Le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest sont exclus dans les calculs sur le Canada.); le nombre de ménages dans chacun des échantillons est le suivant : RMR de Québec (298), RMR de Montréal (683), le Québec (1 579), le Canada (10 417); le nombre estimatif de ménages pour chacun des territoires est le suivant : RMR de Québec (278 200), RMR de Montréal (1 329 970), le Québec (2 843 120), le Canada (10 900 500); la taille moyenne du ménage pour chacun des territoires est la suivante : RMR de Québec (2,41), RMR de Montréal (2,43), le Québec (2,45), le Canada (2,61).

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 53

Dépenses annuelles moyennes (en %) des ménages dans les RMR de Québec et de Montréal, ainsi qu'au Québec et au Canada, en 1996

Catégorie	DÉPENSES MOYENNES PAR MÉNAGE (en %)			
	RMR de Québec	RMR de Montréal	Le Québec	Le Canada
Dépenses de consommation courante	66,3	69,0	69,2	69,3
Alimentation	13,0	13,2	13,4	12,1
Logement	15,5	17,8	16,7	17,3
Entretien ménager	3,8	4,4	4,4	4,6
Articles et accessoires d'ameublement	2,5	2,3	2,6	2,6
Habillement	4,5	4,6	4,7	4,3
Transport	11,1	10,7	11,4	12,3
Soins de santé	2,4	2,1	2,2	2,1
Soins personnels	1,7	1,8	1,8	1,7
Loisirs	5,1	4,9	5,0	5,4
Matériel de lecture et autres imprimés	0,6	0,6	0,5	0,5
Éducation	0,9	1,1	1,0	1,1
Produits du tabac et boissons alcoolisées	2,6	2,6	2,6	2,3
Divers	2,8	2,8	2,7	2,9
Impôts personnels	24,5	23,9	23,1	21,9
Versements d'assurance individuelle et cotisations de retraite	7,3	5,2	5,6	5,3
Dons et contributions à des personnes n'appartenant pas au ménage	1,9	1,8	2,1	3,5
Dépenses totales	100,0	100,0	100,0	100,0

SOURCE : Statistique Canada, recensement de 1996 (Le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest sont exclus dans les calculs sur le Canada.); le nombre de ménages dans chacun des échantillons est le suivant : RMR de Québec (298), RMR de Montréal (683), le Québec (1 579), le Canada (10 417); le nombre estimatif de ménages pour chacun des territoires est le suivant : RMR de Québec (278 200), RMR de Montréal (1 329 970), le Québec (2 843 120), le Canada (10 900 500); la taille moyenne du ménage pour chacun des territoires est la suivante : RMR de Québec (2,41), RMR de Montréal (2,43), le Québec (2,45), le Canada (2,61); les données ont été arrondies.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

7.9 Le marché du travail

Tableau 54

Population active âgée de 15 ans et plus selon les industries dans les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull (partie québécoise), ainsi qu'au Québec, en 1991 et 1996

Territoire	Emplois (en n ^{bre})		Emplois (en %)		Variation 1996/1991
	1991	1996	1991	1996	
RMR de Québec					
Ensemble des industries	341 095	337 405	100	100	
Industries agricoles et de services connexes	3 335	3 245	1,0	0,9	-2,7
Industries de la pêche et du piégeage	145	85	0,0	0,0	-41,4
Industries de l'exploitation forestière et des services forestiers	885	795	0,3	0,2	-10,2
Industries des mines, des carrières et des puits de pétrole	455	475	0,1	0,1	4,4
Industries manufacturières	31 215	29 625	9,0	8,4	-5,1
Industries de la construction	18 125	15 515	5,2	4,4	-14,4
Industries du transport et de l'entreposage	9 865	11 335	2,8	3,2	14,9
Industries des communications et autres services publics	9 360	8 475	2,7	2,4	-9,5
Industries du commerce de gros	11 975	14 475	3,4	4,1	20,9
Industries du commerce de détail	44 640	44 370	12,8	12,6	-0,6
Industries des intermédiaires financiers et des assurances	20 420	18 770	5,9	5,3	-8,1
Industries des services immobiliers et d'agences d'assurances	4 275	5 115	1,2	1,5	19,6
Industries des services aux entreprises	18 195	22 300	5,2	6,3	22,6
Industries des services gouvernementaux	54 445	45 875	15,6	13,0	-15,7
Industries des services d'enseignement	27 215	27 655	7,8	7,9	1,6
Industries des services de soins de santé et des services sociaux	38 825	38 670	11,2	11,0	-0,4
Industries de l'hébergement et de la restauration	24 665	25 120	7,1	7,1	1,8
Autres industries de services	22 780	25 210	2,0	7,2	10,7
Industries – Sans objet	7 035	14 135	–	–	–
RMR de Montréal					
Ensemble des industries	1 667 130	1 609 785	100,0	100,0	
Industries agricoles et de services connexes	10 125	10 000	0,6	0,6	-1,2
Industries de la pêche et du piégeage	120	75	0,0	0,0	-37,5
Industries de l'exploitation forestière et des services forestiers	1 045	755	0,1	0,0	-27,8
Industries des mines, des carrières et des puits de pétrole	2 085	1 535	0,1	0,1	-26,4
Industries manufacturières	311 470	283 315	18,2	16,7	-9,0
Industries de la construction	92 495	67 050	5,4	4,0	-27,5
Industries du transport et de l'entreposage	76 310	69 245	4,4	4,1	-9,3
Industries des communications et autres services publics	66 135	60 315	3,9	3,6	-8,8
Industries du commerce de gros	89 870	101 435	5,2	6,0	12,9
Industries du commerce de détail	215 060	202 365	12,5	12,0	-5,9
Industries des intermédiaires financiers et des assurances	84 755	68 865	4,9	4,1	-18,7
Industries des services immobiliers et d'agences d'assurances	26 485	29 545	1,5	1,7	-65,1
Industries des services aux entreprises	119 475	134 645	7,0	8,0	12,7
Industries des services gouvernementaux	93 320	78 840	5,4	4,7	-15,5
Industries des services d'enseignement	106 655	112 305	6,2	6,6	-6,0
Industries des services de soins de santé et des services sociaux	157 425	162 140	9,2	9,6	3,0
Industries de l'hébergement et de la restauration	95 770	96 060	5,6	5,7	0,3
Autres industries de services	117 660	130 640	2,8	7,7	11,0
Industries – Sans objet	48 590	82 685	–	–	–

Tableau 54 (Suite)

Population active âgée de 15 ans et plus selon les industries dans les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull (partie québécoise), ainsi qu'au Québec, en 1991 et 1996

Territoire	Emplois (en n ^{bres})		Emplois (en %)		Variation 1996/1991
	1991	1996	1991	1996	
RMR d'Ottawa-Hull (partie québécoise)					
Ensemble des industries	125 075	127 160	100	100	
Industries agricoles et de services connexes	1 050	910	0,8	0,7	-13,3
Industries de la pêche et du piégeage	30	10	0,0	0,0	-66,7
Industries de l'exploitation forestière et des services forestiers	315	245	0,2	0,2	-22,2
Industries des mines, des carrières et des puits de pétrole	145	105	0,1	0,1	-27,6
Industries manufacturières	8 565	7 105	6,7	5,4	-17,0
Industries de la construction	9 285	7 565	7,3	5,7	-18,5
Industries du transport et de l'entreposage	3 305	3 720	2,6	2,8	12,6
Industries des communications et autres services publics	5 180	4 495	4,1	3,4	-13,2
Industries du commerce de gros	3 645	3 400	2,9	2,6	-6,7
Industries du commerce de détail	14 835	15 110	11,6	11,4	1,9
Industries des intermédiaires financiers et des assurances	4 190	4 015	3,3	3,0	-4,2
Industries des services immobiliers et d'agences d'assurances	1 275	1 565	1,0	1,2	22,7
Industries des services aux entreprises	7 525	8 950	5,9	6,8	18,9
Industries des services gouvernementaux	30 065	28 395	23,6	21,5	-5,6
Industries des services d'enseignement	9 315	10 175	7,3	7,7	9,2
Industries des services de soins de santé et des services sociaux	11 030	12 885	8,7	9,7	16,8
Industries de l'hébergement et de la restauration	6 835	7 540	5,4	5,7	10,3
Autres industries de services	8 390	10 895	6,6	8,2	29,9
Industries – Sans objet	2 410	5 035	—	—	—
Le Québec					
Ensemble des industries	3 440 815	3 378 040	100	100	
Industries agricoles et de services connexes	84 755	77 655	2,4	2,2	-8,4
Industries de la pêche et du piégeage	4 185	3 895	0,1	0,1	-6,9
Industries de l'exploitation forestière et des services forestiers	25 410	24 560	0,7	0,7	-3,3
Industries des mines, des carrières et des puits de pétrole	23 495	19 095	0,7	0,5	-18,7
Industries manufacturières	609 910	582 750	17,2	16,5	-4,5
Industries de la construction	208 100	161 645	5,9	4,6	-22,3
Industries du transport et de l'entreposage	136 650	137 035	3,9	3,9	0,3
Industries des communications et autres services publics	115 750	105 770	3,3	3,0	-8,6
Industries du commerce de gros	148 130	170 010	4,2	4,8	14,8
Industries du commerce de détail	453 125	434 035	12,8	12,3	-4,2
Industries des intermédiaires financiers et des assurances	150 395	128 430	4,3	3,6	-14,6
Industries des services immobiliers et d'agences d'assurances	41 205	48 365	1,2	1,4	17,4
Industries des services aux entreprises	182 285	210 830	5,2	6,0	15,7
Industries des services gouvernementaux	255 025	215 555	7,2	6,1	-15,5
Industries des services d'enseignement	233 475	241 035	6,6	6,8	3,2
Industries des services de soins de santé et des services sociaux	329 200	342 315	9,3	9,7	4,0
Industries de l'hébergement et de la restauration	215 010	221 425	6,1	6,3	3,0
Autres industries de services	224 695	253 635	6,4	7,2	12,9
Industries – Sans objet	96 825	158 165	—	—	—

SOURCE : Statistique Canada, recensements de 1991 et de 1996. Classification selon la classification type des industries, 1980; Institut de la statistique du Québec, 1999.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

Tableau 55

Population active âgée de 15 ans et plus selon les catégories de travailleurs dans les RMR de Québec et de Montréal, ainsi qu'au Québec et au Canada, en 1996

Catégorie	RMR de Québec		RMR de Montréal		Le Québec		Le Canada	
	(en n ^{bre})	(en %)	(en n ^{bre})	(en %)	(en n ^{bre})	(en %)	(en n ^{bre})	(en %)
Employés	308 210	91,3	1 436 375	89,2	3 003 865	88,9	12 443 455	86,9
Travailleurs autonomes (entreprise non constituée en société)	10 385	3,1	64 830	4,0	133 820	4,0	592 730	4,1
Travailleurs autonomes (entreprise constituée en société)	18 190	5,4	103 910	6,5	227 430	6,7	1 209 625	8,4
Travailleurs familiaux non rémunérés	640	0,2	4 705	0,3	12 925	0,4	71 730	0,5
Total	337 420	100,0	1 609 825	100,0	3 378 040	100,0	14 317 545	100,0

SOURCE : Statistique Canada, recensement de 1996.

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

7.10 Les modes de transport

Tableau 56

Population active occupée selon le mode de transport pour se rendre au travail dans les RMR de Québec et de Montréal, ainsi qu'au Québec et au Canada, en 1996

Catégorie	RMR de Québec		RMR de Montréal		Le Québec		Le Canada	
	(en n ^{bre})	(en %)	(en n ^{bre})	(en %)	(en n ^{bre})	(en %)	(en n ^{bre})	(en %)
Automobile, camion ou fourgonnette, en tant que conducteur	227 840	76,2	943 355	66,6	2 126 705	73,1	8 934 025	73,3
Automobile, camion ou fourgonnette, en tant que passager	17 430	5,8	78 125	5,5	173 490	6,0	899 340	7,4
Transport en commun	27 660	9,3	287 900	20,3	342 630	11,8	1 233 870	10,1
À pied	21 580	7,2	84 020	5,9	215 360	7,4	850 855	7,0
Bicyclette	2 580	0,9	14 705	1,0	29 125	1,0	137 435	1,1
Motocyclette	255	0,1	945	0,1	2 220	0,1	11 545	0,1
Taxi	390	0,1	2 780	0,2	4 970	0,2	23 290	0,2
Autre moyen	1 175	0,4	5 360	0,4	14 220	0,5	93 050	0,8
Total	298 905	100,0	1 417 195	100,0	2 908 725	100,0	12 183 410	100,0

SOURCE : Statistique Canada, recensement de 1996 (Les données concernent la population active occupée, soit les personnes âgées de 15 ans et plus qui travaillaient contre rémunération ou qui étaient des travailleurs autonomes durant la semaine précédant le jour du recensement.).

COMPILATION : Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

ANNEXES



Photo : Philippe Plante, Commission de la capitale nationale du Québec, 2001.

L'industrie gouvernementale et le tourisme au cœur du développement économique de la capitale nationale du Québec.

Figure 1	Population des dix plus importants centres urbains du Canada en 1996	17
Figure 2	Variation de la population des dix plus importants centres urbains du Canada, de 1991 à 1996	17
Figure 3	Immigration au Québec selon la région administrative projetée de destination, de 1995 à 1999	18
Figure 4	Évolution du solde migratoire, de 1994-1995 à 1999-2000	18
Figure 5	Population en âge de travailler selon le plus haut niveau de scolarité atteint en 1996	19
Figure 6	Revenu moyen annuel des ménages dans les dix plus importants centres urbains du Canada en 1996	19
Figure 7	Structure de l'emploi dans les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull, ainsi qu'au Québec, en 2000	19
Figure 8	Part de l'emploi de l'administration publique dans les RMR de Québec et de Montréal, ainsi qu'au Québec, en 2000	20
Figure 9	Variation du nombre d'emplois dans la RMR de Québec, de 1997 à 2000	21
Figure 10	Taux de chômage des dix plus grands centres urbains du Canada en 2000	21
Figure 11	Les emplois par secteurs d'activité dans la RMR de Québec en 1999 et 2000	22
Figure 12	Valeur des permis de bâtir pour la RMR de Québec et la Communauté urbaine de Québec, de 1993 à 2000	22
Figure 13	Évolution des mises en chantier résidentielles sur les territoires de la Communauté urbaine de Québec et de la RMR de Québec, de 1992 à 2000	22
Figure 14	Dépenses en immobilisations des secteurs privé et public dans la région administrative de la Capitale-Nationale, de 1998 à 2001	23
Figure 15	Taux d'occupation moyen des établissements hôteliers dans les régions touristiques de Québec et de Montréal, ainsi qu'au Québec, de 1998 à 2000	23
Figure 16	Répercussions économiques nettes (argent neuf) du Centre des congrès de Québec, de 1997-1998 à 1999-2000	24
Figure 17	Dépenses du domaine culturel dans les régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches en 1997-1998	24
Figure 18	Répartition de la main-d'œuvre directe et indirecte découlant des dépenses d'opération des domaines d'activités culturelles des régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches, en 1997-1998	25
Figure 19	Dépenses culturelles brutes de l'administration publique québécoise, par habitant, selon certaines régions administratives, ainsi qu'au Québec, de 1995 à 2000	25
Figure 20	Évolution du tonnage manutentionné au port de Québec, de 1996 à 2000	25
Figure 21	Évolution du nombre de passagers embarqués et débarqués à l'aéroport international Jean-Lesage, de 1994 à 1999	26
Figure 22	L'emploi selon le niveau technologique dans la région administrative de la Capitale-Nationale et au Québec en 1998	27

Figure 23	Évolution et répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux, du 31 mars 1992 au 31 mars 2000	27
Figure 24	Répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux, au 31 mars 2000	28
Figure 25	Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux du 31 mars 1992 au 31 mars 2000 – total de 158 organismes en 1992 et de 163 organismes en 2000	28
Figure 26	Répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux, au 31 mars 2000 – total de 163 organismes	28

Tableau 1	Caractéristiques de la population active des dix plus importants centres urbains du Canada en 2000	39
Tableau 2	Caractéristiques de la population active pour les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull, ainsi que pour l'ensemble du Québec et du Canada, de 1990 à 2000	39
Tableau 3	Immigration au Québec selon la région administrative projetée de destination, de 1995 à 1999	40
Tableau 4	Évolution du solde migratoire de la population de la région métropolitaine de Québec, de 1993-1994 à 1998-1999	41
Tableau 5	Évolution du solde migratoire de la population dans les dix plus importants centres urbains du Canada et à Victoria, de 1994-1995 à 1999-2000	41
Tableau 6	Évolution du solde migratoire de la population dans les dix plus importants centres urbains du Canada et à Victoria, pour 1998-1999 et 1999-2000	41
Tableau 7	L'emploi selon les branches d'activité pour les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull, ainsi que pour l'ensemble du Québec et du Canada, de 1990 à 2000	42
Tableau 8	Proportion des emplois selon les branches d'activité pour les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull, ainsi que pour l'ensemble du Québec et du Canada, de 1990 à 2000	44
Tableau 9	Dépenses en immobilisations des secteurs privé et public dans les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Montréal, ainsi qu'au Québec, de 1998 à 2001	46
Tableau 10	Dépenses en immobilisations dans les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Montréal, ainsi qu'au Québec, de 1998 à 2001	46
Tableau 11	Valeur des permis de construire sur les territoires de la RMR de Québec et de la Communauté urbaine de Québec en 1999-2000	47
Tableau 12	Valeur des permis de construire sur les territoires de la RMR de Québec et de la Communauté urbaine de Québec, de 1993 à 2000	47
Tableau 13	Évolution des mises en chantier résidentielles sur les territoires de la RMR de Québec et de la Communauté urbaine de Québec, de 1992 à 2000	47
Tableau 14	Taux d'inoccupation (en %) des édifices à bureaux de 10 000 pieds carrés et plus de 1993 à 2001 (avril, mai, juin)	48
Tableau 15	Évolution du nombre de passagers embarqués et débarqués à l'aéroport international Jean-Lesage, de 1994 à 2000	49
Tableau 16	Évolution du tonnage manutentionné au port de Québec, de 1996 à 2000	49
Tableau 17	Répartition de l'effectif régulier et occasionnel des ministères et des organismes gouvernementaux, au 31 mars 2000	50
Tableau 18	Répartition entre l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux, au 31 mars 2000	50
Tableau 19	Évolution et répartition de l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux, du 31 mars 1992 au 31 mars 2000	50
Tableau 20	Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux, au 31 mars 1992 et au 31 mars 2000	51

Tableau 21	Répartition des superficies locatives du parc immobilier du gouvernement du Québec sur différents territoires en 2000 et 2001	51
Tableau 22	Répercussions économiques des dépenses d'opération, au titre de la culture, dans les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches, en 1997-1998	52
Tableau 23	Main-d'œuvre directe des différents domaines d'activité culturelle, pour les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches, en 1997-1998	52
Tableau 24	Dépenses internes de l'Administration publique québécoise, au titre de la culture, pour les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Montréal, ainsi qu'au Québec, en 1999-2000	53
Tableau 25	Dépenses externes d'investissement de l'Administration publique québécoise, au titre de la culture, pour les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Montréal, ainsi qu'au Québec, en 1999-2000	53
Tableau 26	Dépenses culturelles internes et externes de l'Administration publique québécoise, par habitant, pour les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Montréal, ainsi qu'au Québec, de 1995 à 2000	53
Tableau 27	Dépenses du domaine culturel dans les régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches en 1992-1993 et 1997-1998	54
Tableau 28	Impact économique (effets totaux directs et indirects) sur la valeur ajoutée, les salaires, les subventions, les importations et la main-d'œuvre de dépenses d'opération des domaines d'activités culturelles des régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches en 1997-1998	54
Tableau 29	Volume, nuitées et dépenses touristiques selon l'origine dans la région touristique de Québec, de 1996 à 1999	55
Tableau 30	Taux d'occupation moyen des établissements hôteliers dans les régions touristiques de Québec et de Montréal, ainsi qu'au Québec, de 1998 à 2000	55
Tableau 31	Nombre de congrès et événements ayant eu lieu dans la région de Québec, de 1996 à 2000	56
Tableau 32	Nombre de délégués dans la région de Québec, de 1996 à 2000	56
Tableau 33	Nombre de nuitées dans la région de Québec, de 1996 à 2000	56
Tableau 34	Répartition des congrès (en %) selon leur origine dans la région de Québec, de 1996 à 2000	57
Tableau 35	Indicateur mensuel de fréquentation des sites et attraits touristiques de la région de Québec, de 1998 à 2000	57
Tableau 36	Établissements et emplois selon le niveau technologique dans la région administrative de la Capitale-Nationale, ainsi qu'au Québec, en 1998	58
Tableau 37	Recherche et développement et acquisition de technologies dans la région administrative de la Capitale-Nationale et du Québec	59
Tableau 38	Exportations de la région administrative de la Capitale-Nationale et du Québec	59
Tableau 39	Principales entités territoriales de l'agglomération urbaine de Québec	63

Tableau 40	Évolution de la population des principales entités territoriales de l'agglomération urbaine de Québec, entre 1991 et 1996	64
Tableau 41	Évolution de la population des dix plus importants centres urbains du Canada, entre 1991 et 1996	64
Tableau 42	Évolution de la population des villes de plus de 10 000 habitants dans l'agglomération urbaine de Québec, entre 1991 et 1996	65
Tableau 43	Population et logement par quartier dans la ville de Québec en 1996	65
Tableau 44	Répartition (en nombre) de la population selon les groupes d'âge dans les dix plus importants centres urbains du Canada en 1996	66
Tableau 45	Répartition (en %) de la population selon les groupes d'âge dans les dix plus importants centres urbains du Canada en 1996	66
Tableau 46	Répartition de la population selon les connaissances des langues française et anglaise dans les dix plus importants centres urbains du Canada en 1996	67
Tableau 47	Répartition de la population immigrante dans les dix plus importants centres urbains du Canada en 1996	67
Tableau 48	Répartition de la population appartenant aux minorités visibles dans les dix plus importants centres urbains du Canada en 1996	68
Tableau 49	Plus haut niveau de scolarité atteint par la population en âge de travailler dans les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull, ainsi qu'au Québec et au Canada, en 1996	68
Tableau 50	Évolution du revenu moyen dans les dix plus grands centres urbains du Canada, entre 1990 et 1995	69
Tableau 51	Évolution du revenu moyen des ménages dans les dix plus grands centres urbains du Canada, entre 1990 et 1995	69
Tableau 52	Dépenses annuelles moyennes (en \$) des ménages dans les RMR de Québec et de Montréal, ainsi qu'au Québec et au Canada, en 1996	70
Tableau 53	Dépenses annuelles moyennes (en %) des ménages dans les RMR de Québec et de Montréal, ainsi qu'au Québec et au Canada, en 1996	71
Tableau 54	Population active âgée de 15 ans et plus selon les industries dans les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull (partie québécoise), ainsi qu'au Québec, en 1991 et 1996	72
Tableau 55	Population active âgée de 15 ans et plus selon les catégories de travailleurs dans les RMR de Québec et de Montréal, ainsi qu'au Québec et au Canada, en 1996	74
Tableau 56	Population active occupée selon le mode de transport pour se rendre au travail dans les RMR de Québec et de Montréal, ainsi qu'au Québec et au Canada, en 1996	74

